

41

AKTUELLES AUS DEN INSTITUTIONEN

10. Jahrgang
07. Oktober 2026

Inhaltsverzeichnis

NEUES AUS DEN PARLAMENTEN	3
PARLAMENT DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT	3
ABGEORDNETENKAMMER.....	3
SENAT	4
PARLEMENT DE WALLONIE.....	5
VLAAMS PARLEMENT	9
PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES.....	10
PARLEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE (PRB).....	10
NEUES AUS DEN REGIERUNGEN	11
REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT	11
FÖDERALREGIERUNG	27
BELGISCHE NATIONALBANK	30
VLAAMSE REGERING	30
BELGISCHES STAATSBLETT.....	32
QUELLENVERZEICHNIS	35

Neues aus den Parlamenten



Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Ausschuss II Besuch des GrenzEcho



Der Ausschuss II für Kultur, Erwachsenenbildung, Tourismus, Denkmal- und Landschaftsschutz, der auch für Medien zuständig ist, besuchte am 29. September das GrenzEcho. ... [weiter lesen](#)

Regierungskontrolle im Oktober 2026



Fragen und Interpellationen: vom 5. bis zum 8. Oktober 2026 im Plenarsaal und im Livestream. Zwei Werktage später ab 12.00 Uhr auch im BRF-TV. ... [weiter lesen](#)

AKTUELLE TERMINE

Ausschusssitzungen:

Montag, 12.10.2026

Ausschuss I für allgemeine Politik und Zusammenarbeit, Finanzen, lokale Behörden, Raumordnung, Energie, nachhaltige Entwicklung und Wirtschaftsförderung

[Tagesordnung](#)

Dienstag, 13.10.2026

Ausschuss II für Kultur, Erwachsenenbildung, Tourismus, Denkmal- und Landschaftsschutz

[Tagesordnung](#)

Mittwoch, 14.10.2026

Ausschuss IV für Gesundheit, Soziales, Familie und Wohnungswesen

[Tagesordnung](#)

Donnerstag, 15.10.2026

Ausschuss III für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung

[Tagesordnung](#)



**DE KAMER BE
LA CHAMBRE BE**

Abgeordnetenversammlung

ORDRE DU JOUR DES SÉANCES PLÉNIÈRES

Semaine du 5 au 9 octobre 2026

Jeudi, 08/10/2026

Questions orales

Projets et proposition de loi

1. Projet de loi modifiant les dispositions relatives aux vérifications de sécurité dans le Code belge de la navigation afin de les adapter à la loi 2 juin 2024 modifiant la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification, aux habilitations de sécurité, attestations de sécurité, avis de sécurité et au service public réglementé et à la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel, n°s [56K1606](#)/1 à 5.

2. Projet de loi modifiant diverses dispositions relatives à l'utilisation de la vidéoconférence dans le cadre des procédures judiciaires, n°s [56K1654](#)/1 à 6.

3. Proposition de loi visant à flexibiliser la période du congé de deuil en cas d'euthanasie programmée et du congé pour soins palliatifs, n°s [56K1338](#)/1 à 8.

Prises en considération

(Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)

1. Proposition de modification du Règlement de la Chambre des représentants concernant la manière dont les pétitions sont examinées par la commission à laquelle elles sont renvoyées par la commission des Pétitions, n° [56K1773](#)/1.

2. Proposition de déclaration de révision de la Constitution en vue d'accorder une autonomie fiscale et financière totale aux entités fédérées et d'instaurer le principe du financement exclusif des dépenses structurelles de l'autorité fédérale par les entités fédérées, n° [56K1774](#)/1.

3. Proposition de résolution relative à la réévaluation périodique et à la réintégration des fonctionnaires statutaires qui ont été mis à la retraite pour inaptitude médicale, n° [56K1777](#)/1.

Votes nominatifs

1. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de M. Alexander Van Hoecke (VB) et Mme Farah Jacquet (PVDA-PTB) à la ministre de l'Action et de la Modernisation publiques, chargée des Entreprises publiques, de la Fonction publique, de la Gestion immobilière de l'État, du Numérique et des Établissements scientifiques fédéraux sur "le nouveau contrat de gestion de bpost" (n°s **300** et **308**);

2. sur les projets et la proposition de loi terminés.

Dokument Nr. [56K1781](#)

02.10.2026

Plan d'action fédéral Handicap.

Dokument Nr. [56K1777](#)

30.09.2026

Proposition de résolution relative à la réévaluation périodique et à la réintégration des fonctionnaires statutaires qui ont été mis à la retraite pour inaptitude médicale.

Dokument Nr. [56K1776](#)

30.09.2026

Proposition de révision de l'article 44 de la Constitution en vue de limiter les vacances parlementaires à quatre semaines.

Dokument Nr. [56K1774](#)

30.09.2026

Proposition de déclaration de révision de la Constitution en vue d'accorder une autonomie fiscale et financière totale aux entités fédérées et d'instaurer le principe du financement exclusif des dépenses structurelles de l'autorité fédérale par les entités fédérées.

Dokument Nr. [56K1773](#)

30.09.2026

Proposition de modification du Règlement de la Chambre des représentants concernant la manière dont les pétitions sont examinées par la commission à laquelle elles sont renvoyées par la commission des Pétitions.

Dokument Nr. [56K1772](#)

30.09.2026

Audition concernant la protection des lanceurs d'alerte en Belgique dans le secteur public fédéral.



Senat

Réunions de la semaine 5/10/2026 - 11/10/2026

Réunions de commission

5/10/2026

Bureau

Commission des Affaires institutionnelles

Réunion à huis clos

1. Présentation de candidats à une fonction de juge d'expression néerlandaise à la Cour constitutionnelle, no [8-221](#)/1.

Réunion publique

2. Projet de loi spéciale modifiant la loi du ... 2026 insérant le livre 7 «Les contrats spéciaux» dans le Code civil et modifiant les livres 1, 5, 8 et 9 du même Code et diverses autres lois, en ce qui concerne la Cour constitutionnelle, no [8-223](#)/1.

3. Demande d'établissement d'un rapport d'information «Dix ans après les attentats de Bruxelles: bilan du suivi des recommandations, évaluation des lacunes persistantes et actualisation des priorités publiques», no [8-217](#)/1.

4. Ordre des travaux.

Commission des Matières transversales - Compétences régionales

Établissement d'un rapport d'information afin de lutter plus efficacement contre les nuisances et incivilités dans l'espace public, no [8-160](#)/1.

Audition de :

- M. Pieter Byttebier, responsable des relations internationales, de la politique et de la coordination nationale et M. Johan Klykens, directeur de la certification, Centre for Cyber Security Belgium ;
- M. Vincent Remy, procureur du Roi faisant fonction, parquet de Flandre occidentale ;
- M. Pierre-Yves Rosset, directeur, Service Droit des Jeunes de Bruxelles.

Commission des Matières transversales - Compétences communautaires - Égalité des chances entre les femmes et les hommes

1. Ordre des travaux.

2. Établissement d'un rapport d'information concernant l'intégration professionnelle des chef(fe)s de familles monoparentales sur le marché de l'emploi et l'égalité des chances des enfants élevés en situation de monoparentalité: obstacles, enjeux et propositions de solutions structurelles, no [8-84](#)/1.

Audition de :

- Mme Aurélie Gigot, référente proposition de loi du Collectif des Mères Isolées (France) ;

- Mme Véronique Obé, chargée de mission, Fédération syndicale des familles monoparentales (France) ;
- Mme Olivia Barreau, directrice générale et fondatrice de l'association Moi et mes enfants (France) ;
- Mme Sofie De Graeve, collaboratrice chargée des questions politiques, Furia vzw ;
- Mme Heidi Degerickx, coordinatrice générale, Vlaams Netwerk tegen Armoede ;
- Mme Amina Nsenga Lutumba Ndooy, présidente et fondatrice de l'ASBL Mamans Soloeotop ;
- Mme Laetitia Lusakivana, administratrice, WEB (Women empowerment balance) ASBL.

Commission des Matières transversales - Compétences régionales

REUNION DES RAPPORTEURS

Établissement d'un rapport d'information afin de lutter plus efficacement contre les nuisances et incivilités dans l'espace public, no [8-160](#)/1.

Échange de vues avec la commissaire européenne Lahlbib

29/09/2026

Le 29 septembre 2026, les membres du Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes ont eu un échange de vues avec Mme Hadja Lahlbib, commissaire européenne à l'Égalité, l'État de préparation et la Gestion des crises. ... [lire plus](#)



Parlement de Wallonie

Dokument Nr. [689](#)

29.09.2026

Proposition de décret visant à organiser un cadre légal pour la mise en oeuvre d'un Plan de lutte contre la pauvreté, déposée par Mmes Cremasco, Linard, MM. Hazée et Mockel (Doc. 689 (2026-2027) N° 1)

Dokument Nr. [688](#)

29.09.2026

Proposition de décret modifiant l'article 257 du Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'adapter les conditions d'octroi de la réduction du précompte immobilier en faveur des personnes en situation de handicap, déposée par Mme Greco, M. Collignon, Mme Tillieux, M. Lepine, Mme Roberty et M. Witsel (Doc. 688 (2026-2027) N° 1)

Dokument Nr. [687](#)

29.09.2026

Proposition de décret visant à intégrer la dimension de genre dans la gouvernance et le cycle budgétaire communaux, déposée par Mme Hanus, M.

Crampont, Mme Greco, MM. Lefèbre, Witsel et Mme Morreale (Doc. 687 (2026-2027) N° 1)

La participation de la Wallonie au renforcement transfrontalier du dispositif FireWatch

Question écrite N° [30](#) (2026-2027) 1 du 15/09/2026

de MAUEL Christine

à DOLIMONT Adrien, Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, des Relations internationales et du Bien-être animal

Le 2 septembre 2026, des représentants de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, des Pays-Bas et de la Belgique se sont réunis afin de renforcer leur coopération transfrontalière en matière de prévention et de lutte contre les feux de forêt.

Un « Letter of Intent » visant à améliorer la coopération technique et administrative aurait été signé à cette occasion. Le développement du système de détection précoce « FireWatch » a également été annoncé. La province néerlandaise du Limbourg prévoit ainsi d'installer, d'ici l'été 2027, trois nouvelles tours équipées de caméras, connectées au centre de surveillance forestière de Rhénanie-du-Nord-Westphalie.

La Belgique aurait été représentée par le ministre flamand de l'Agriculture. En revanche, aucune participation de la Région wallonne n'a été annoncée, alors que la Wallonie partage une frontière directe avec la Rhénanie-du-Nord-Westphalie et que les récents incendies dans les Hautes-Fagnes ont précisément démontré l'importance d'une détection précoce et d'une coopération opérationnelle transfrontalière.

La Région a-t-elle été associée à cette conférence et à la préparation du « Letter of Intent » ?

Dans l'affirmative, par quel représentant et avec quels engagements concrets ?

La Wallonie est-elle signataire de cette déclaration ? Quelle est sa part dans cette nouvelle coopération présentée comme associant la Belgique ?

Dans le cas contraire, comment M. le Ministre-Président explique-t-il que la Wallonie, et en particulier le territoire frontalier des Hautes-Fagnes, n'est pas directement associée à cette initiative ?

Étudie-t-il la possibilité de connecter le territoire wallon au réseau « FireWatch », notamment par l'installation de caméras ou de capteurs permettant de surveiller les Hautes-Fagnes et les massifs forestiers ?

Des contacts ont-ils déjà été pris avec la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, les autorités néerlandaises et la Communauté germanophone afin d'examiner une intégration de la Wallonie à ce dispositif ?

Si oui, selon quel calendrier ?

Réponse du 18/09/2026
de DOLIMONT Adrien

Différents projets liés à la lutte contre les feux de forêt sont co-financés depuis plusieurs années par le programme européen Interreg, qui soutient la coopération transfrontalière, transnationale et interrégionale. Les projets relèvent de différents programmes relatifs à des aires géographiques différentes, la Wallonie n'est donc pas systématiquement concernée.

L'événement du 2 septembre dernier auquel il est fait référence est une journée de réseautage organisé par la Province du Limbourg néerlandais. Y ont participé pour la Wallonie, le CORTEX, le DNF et le cabinet de ma collègue en charge de la Nature.

Lors de cette journée, 5 projets transfrontaliers sur le thème des incendies de forêt ont été présentés, relevant de programmes différents, afin de favoriser les synergies et d'articuler au mieux des projets intervenant sur des domaines parfois proches.

L'un des projets présentés lors de cette journée s'inscrit dans le programme Interreg Euregio-Meuse-Rhin dont la Wallonie est membre. Il s'agit d'« HawkEye », dans le cadre duquel j'ai accordé, en novembre 2025, deux subventions de co-financement régional.

Ce projet vise à renforcer la préparation aux catastrophes dans la région Meuse-Rhin, notamment par la détection précoce des feux de végétation et l'amélioration de la coordination transfrontalière des services de secours. Il s'appuie notamment sur PARAGON, plateforme développée par le Centre de crise National, afin que les services d'urgence puissent disposer d'une image commune de la situation et échanger des informations en temps réel dans quatre langues.

Pour le volet wallon, des subventions, d'un montant total de 280.000euros, ont été attribuées à deux zones de secours de la Province de Liège, à savoir les zones 5 (Warche-Amblève-Lienne) et 6 (Communauté germanophone).

Concernant le projet « FireWatch » il relève d'un programme Interreg entre les Pays-Bas, via la Province de Limbourg, et l'Allemagne, via le Land de Rhénanie du Nord Westphalie. Il est effectivement relatif à la mise en réseau de caméras intelligentes dans le cadre de la détection de feux de forêt. Cette thématique de la détection des feux de forêt est évidemment prise en compte dans les travaux actuellement menés par ma collègue en charge de la Nature.

Lors de la journée de réseautage, une lettre d'intention a effectivement été signée entre les représentants des différents projets concernés. Le projet « HawkEye », auquel la Wallonie participe, était

représenté comme il se doit par son chef de file, à savoir le Centre de Crise national belge.

Parmi les projets et dispositifs transfrontaliers existants concernant la prévention, la détection précoce et la lutte contre les feux de forêt, je citerai la structure transfrontalière EMRIC, acronyme pour « Euregio Maas-Rhine Incident and Crisis Management ». EMRIC est un partenariat de services publics responsables de la lutte contre les incendies, de l'assistance technique, des soins d'urgence et de la gestion des catastrophes et des crises dans leur région respective. Le Gouverneur de la Province de Liège est membre de ce partenariat.

La coopération transfrontalière entre les autorités liées dans EMRIC est basée sur divers traités entre les pays auxquels les partenaires EMRIC appartiennent. Il existe également des accords transfrontaliers entre les différents partenaires.

Dans le cadre de l'incendie des Hautes-Fagnes, par l'intermédiaire d'EMRIC, des services de secours allemands et néerlandais ont pu soutenir leurs collègues belges. Par exemple, des services de secours allemands de la région d'Aix-la-Chapelle ont prêté assistance à leurs collègues belges dans la province de Liège. Alors que l'incendie continuait de se propager, la Région de sécurité du Limbourg-Sud (Pays-Bas) a également apporté son soutien. Du matériel a ensuite été mis à disposition.

Pour conclure, je m'inscris en faux dans les interpellations qui continuent de distiller auprès de nos concitoyens la déplorable impression que la Wallonie ne fait rien. N'oublions pas que derrière ces projets, outre des ministres de tutelle dont les couleurs varient au fil du temps, il y a des services publics qui collaborent entre eux, depuis de nombreuses années, pour préparer et protéger notre territoire. Si l'évaluation à venir dans le cadre de l'incendie des Hautes-Fagnes fait apparaître des dysfonctionnements et lacunes, elle proposera également des recommandations que ce Gouvernement examinera. La gestion des crises est un processus itératif et le demeurera. Tout comme nous vivrons encore d'autres crises. La Wallonie doit renforcer son adaptation.

Le suivi de la réforme des provinces et la prise en compte de la situation particulière de la Communauté germanophone

Question écrite N° 59 (2026-2027) 1
du 15/09/2026

de MAUEL Christine
à DESQUESNES François, Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs locaux

Lors de la réunion conjointe de la Commission de coopération entre le Parlement de Wallonie et le Parlement de la Communauté germanophone, organisée le 18 juin dernier à Eupen, la réforme des provinces et, plus particulièrement, la situation

spécifique des neuf communes de langue allemande ont fait l'objet d'un échange approfondi.

À cette occasion, un large consensus s'est exprimé du côté germanophone quant à l'objectif d'aboutir à terme à un territoire de la Communauté germanophone sans niveau provincial intermédiaire. La position commune des neuf communes germanophones a également été rappelée, notamment leur volonté de ne pas voir apparaître une nouvelle structure supracommunale entre les communes et la Communauté germanophone.

M. le Ministre a, pour sa part, rappelé l'ambition du Gouvernement wallon de recentrer progressivement les missions actuellement exercées par les provinces vers d'autres niveaux de pouvoir et indiqué que l'objectif était, idéalement, de ne plus organiser d'élections provinciales en 2030.

Il a également précisé que les spécificités du territoire germanophone pourraient être prises en considération dans le cadre de cette réforme et que certaines matières provinciales pourraient déjà être transférées vers une entité régionale ou communautaire au cours de la présente législature, sans nécessairement attendre l'aboutissement de l'ensemble du processus.

Depuis cette réunion du 18 juin, les travaux préparatoires relatifs à la réforme des provinces se poursuivent. La situation particulière de la Communauté germanophone mérite dès lors, à mes yeux, de faire l'objet d'un suivi spécifique.

Quel est aujourd'hui l'état d'avancement des travaux concernant spécifiquement les neuf communes de langue allemande ?

Quels échanges ont eu lieu depuis la Commission de coopération avec le Gouvernement de la Communauté germanophone, les neuf communes concernées et la Province de Liège ?

Si les actifs, passifs, flux financiers, membres du personnel et missions provinciales concernant le territoire de langue allemande ont désormais été identifiés ou sont en cours d'identification ?

Quelles compétences provinciales pourraient, selon l'état actuel des travaux, faire l'objet d'un transfert vers la Communauté germanophone avant 2030 ?

Comment sera concrètement appliqué le principe selon lequel les moyens financiers et humains doivent suivre les compétences transférées ?

Comment la question des additionnels provinciaux au précompte immobilier est-elle envisagée dans le cas particulier des neuf communes germanophones ?

Où en sont les discussions concernant le financement de la zone de secours 6, compte tenu de la situation particulière évoquée lors de la Commission de coopération ?

Enfin, M. le Ministre considère-t-il qu'un calendrier spécifique puisse être établi pour la Communauté germanophone, parallèlement au calendrier général de la réforme wallonne des provinces, afin de tenir compte de sa situation institutionnelle particulière ?

Réponse du 05/10/2026
de DESQUESNES François

Comme je l'ai indiqué lors de la réunion de la Commission de coopération entre le Parlement de Wallonie et le Parlement de la Communauté germanophone du 18 juin dernier, le Gouvernement wallon poursuit ses travaux visant à réattribuer progressivement les missions provinciales vers les niveaux de pouvoir les plus adéquats, conformément aux orientations de la Déclaration de politique régionale.

Ce travail s'effectue dans le respect des spécificités institutionnelles des différents territoires wallons. À cet égard, la situation des neuf communes de langue allemande fait l'objet d'une attention particulière, compte tenu notamment des compétences déjà exercées par la Communauté germanophone sur son territoire.

À ce stade, aucun schéma définitif de transfert n'a encore été arrêté. Les travaux portent actuellement sur l'identification et la consolidation des données budgétaires relatives aux compétences exercées. Dans ce cadre, les provinces ont été sollicitées afin de documenter l'ensemble de leurs activités ainsi que les moyens humains, financiers, patrimoniaux et contractuels correspondants. Ce travail de recensement et de consolidation se poursuit actuellement.

Les échanges avec la Communauté germanophone, les neuf communes concernées et la Province de Liège s'inscrivent dans cette méthode générale. Il s'agit d'apprécier, pour chaque mission, le niveau de pouvoir le plus adéquat pour l'exercer, dans le respect de la continuité des services publics et des particularités du territoire de langue allemande.

Il serait prématuré, à ce stade, d'identifier de manière définitive les compétences provinciales qui pourraient être transférées à la Communauté germanophone avant 2030. Une telle décision suppose en effet que soient préalablement déterminés le périmètre précis de chaque mission, les moyens nécessaires à son exercice, les droits et obligations qui y sont attachés ainsi que les conséquences pour les agents et les bénéficiaires du service.

Le Gouvernement reste attaché au principe selon lequel les moyens humains et financiers nécessaires à l'exercice effectif d'une mission doivent suivre la compétence transférée. Les modalités concrètes devront être établies sur la base des données objectivées et traduites dans les instruments juridiques et budgétaires appropriés. Elles

devront garantir tant la continuité du service public que le respect des droits des agents concernés.

La question des additionnels provinciaux au pré-compte immobilier s'inscrit dans la réflexion globale relative à la neutralité fiscale de la réforme. Aucune modalité spécifique n'a encore été arrêtée pour les neuf communes germanophones. La solution retenue devra veiller à ce que la réforme n'entraîne pas une hausse de la charge fiscale pour les citoyens.

De même, la situation particulière de la zone de secours 6 doit être examinée à la lumière de l'analyse des flux financiers et des responsabilités actuellement assumées au niveau provincial. Aucun dispositif définitif ne peut être anticipé avant l'aboutissement de cette analyse et de la concertation avec l'ensemble des autorités compétentes.

La prise en compte des spécificités de la Communauté germanophone ne nécessite donc pas, à ce stade, l'adoption d'un calendrier distinct de celui de la réforme générale. Elle implique en revanche que les travaux en cours permettent d'aboutir, pour ce territoire, à une solution institutionnelle stable, financièrement soutenable et adaptée à ses réalités propres.

La cacophonie autour de la restauration des Hautes-Fagnes

Question écrite N° 56 (2026-2027) 1 du 25/09/2026

de SPIES Patrick
à DOLIMONT Adrien, Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, des Relations internationales et du Bien-être animal

Alors que les Hautes-Fagnes fument encore, il convient de déjà penser à la suite et de prévoir la restauration de ce site magnifique. Or, il apparaît déjà une forme de cacophonie. Un Comité à la restauration est mis en place sous la responsabilité du Secrétaire général du Service public de Wallonie (SPW).

Sa première mission sera de dresser une évaluation précise des conséquences de l'incendie et d'identifier les travaux à mener, les actions prioritaires et les administrations concernées. Parallèlement, des scientifiques de l'ULiège mettent en place une « task force » pour évaluer les dégâts de l'incendie des Hautes-Fagnes. Ils rappellent que l'enjeu dépasse la perte d'un paysage : les tourbières, la biodiversité, les nappes phréatiques, la rétention d'eau et la sécurité des habitants sont directement concernées.

À côté des administrations et des scientifiques, il y a bien entendu les associations environnementales qui ont joué un rôle central depuis 50 ans dans les Hautes-Fagnes et qui doivent continuer à le jouer dans la stratégie de restauration.

Un comité de restauration composé uniquement des SPW n'a aucun sens. Pourquoi avoir désigné le Secrétaire général du SPW et non le Directeur général du SPW ARNE pour le piloter ?

Pourquoi ne pas avoir associé, dès le départ, les acteurs scientifiques et le monde associatif ?

Comment les associations environnementales actives depuis des décennies dans les Hautes-Fagnes et les scientifiques seront-ils intégrés à la gouvernance de la restauration ?

Quel budget sera consacré à la restauration ?

Réponse du 30/09/2026
de DOLIMONT Adrien

Je voudrais d'abord rappeler une chose simple : face à un incendie qui a touché plus de 3 300 hectares au cœur d'un des joyaux naturels de la Wallonie, notre responsabilité n'est pas d'ajouter du bruit au bruit. Notre responsabilité, c'est d'organiser l'action.

C'est précisément le sens de la décision prise par le Gouvernement. Contrairement à ce que certains laissent entendre, il n'y a ni cacophonie ni concurrence entre initiatives. Il y a une mobilisation exceptionnelle du monde scientifique, des associations, des citoyens, des pouvoirs locaux, de l'administration et du Gouvernement. Notre rôle est de coordonner cette énergie pour la transformer en résultats concrets.

C'est pourquoi nous avons confié au Secrétaire général du SPW une mission de coordination transversale, tandis que le SPW ARNE conserve pleinement son rôle d'administration experte pour tout ce qui concerne les milieux naturels, les forêts, les tourbières et la biodiversité. Chacun est dans son rôle. Chacun donne le meilleur de lui-même dans son domaine d'expertise. C'est cela, une gouvernance efficace.

Le Secrétaire général a été chargé de coordonner l'ensemble des administrations concernées parce que les enjeux dépassent largement la seule dimension environnementale et nécessitent une action transversale à l'échelle de tout le Service public de Wallonie.

Car restaurer les Hautes-Fagnes, ce n'est pas seulement gérer une réserve naturelle. C'est reconstruire un territoire vivant, fréquenté par des centaines de milliers de visiteurs, traversé par des infrastructures, au cœur d'une activité économique et touristique essentielle pour toute une région avec en fond de toile la protection de la qualité de nos réservoirs d'eaux. Elle implique donc également des enjeux touristiques, avec la reconstruction de caillebotis ou encore la redéfinition d'itinéraires de découverte. Elle soulève aussi des questions de mobilité et d'accessibilité, qu'il s'agisse de la remise en état de dispositifs permettant l'accès sécurisé au site. À cela s'ajoutent des enjeux de

sécurité civile, de développement territorial, de coordination avec les communes et la province ou encore de soutien à l'activité économique locale.

C'est précisément parce que ces matières relèvent de plusieurs administrations qu'une coordination transversale est indispensable.

J'ajoute que les scientifiques et les associations environnementales ne sont pas exclus du dispositif. Ils en sont une composante essentielle. Les travaux de l'ULiège, les propositions reçues via l'adresse email dédiée et l'expertise des acteurs de terrain, dont l'administration elle-même, alimenteront directement les travaux du comité de restauration et les futures décisions du Gouvernement.

Notre logique est simple : associer toutes les expertises utiles, mais conserver une responsabilité publique clairement identifiée. Parce qu'en matière de gestion de crise et de restauration, la concertation est indispensable, mais la décision doit rester lisible.

Je peux confirmer que les propositions d'aide et de contribution affluent. L'adresse email de contact hautesfagnes.restoration@spw.wallonie.be rencontre déjà un réel succès. Elle permet aujourd'hui de centraliser les propositions d'aide, les expertises scientifiques, les offres de coopération et les initiatives citoyennes. Les premiers retours proviennent d'acteurs publics, du monde associatif, d'organisations humanitaires, du monde académique et même d'établissements scolaires. Cet élan de solidarité est une excellente nouvelle pour les Hautes-Fagnes.

Mais je veux également le dire franchement : notre objectif n'est pas d'accumuler les bonnes intentions. Notre objectif est d'identifier les propositions pertinentes, de les confronter aux diagnostics scientifiques et de les intégrer dans une stratégie de restauration cohérente. Nous ne visons pas le développement d'une multitude d'initiatives dispersées. Nous privilégierons l'efficacité, la coordination et les résultats concrets. C'est la raison première de cette initiative, rassembler tout le monde autour d'actions communes, coordonnées et efficaces.

S'agissant du budget, je préfère la vérité à l'effet d'annonce. Aujourd'hui, personne ne peut sérieusement avancer un montant définitif, la zone étant toujours soumise à des reprises de feu, les constats de terrain n'ont pas encore pu être menés partout. Les diagnostics complets ne sont pas encore consolidés et l'ensemble des besoins n'est pas totalement objectivé.

Le comité de restauration a précisément pour mission d'identifier les priorités, les actions à mener et les moyens nécessaires. Et nous attendons son premier rapport dans les jours à venir. Nous prendrons les décisions budgétaires sur des faits, pas sur des intuitions.

Contrairement à ceux qui annoncent parfois les budgets avant même d'avoir identifié les projets, nous faisons le choix de la responsabilité. Nous définissons d'abord les priorités. Nous évaluons ensuite les actions à mener. Nous identifions les résultats attendus. Et nous mobiliserons enfin les moyens nécessaires.

Enfin, j'insiste sur un point fondamental : la restauration des Hautes-Fagnes n'est pas une opération de quelques mois. Ce n'est pas un sprint qui se termine avant même que les incendies ne soient éteints. C'est un marathon, un chantier de long terme.

Dans un premier temps, il est donc impératif de d'abord sécuriser les lieux, éteindre l'incendie et effectuer un diagnostic. Dans un second temps, il faudra restaurer les zones touchées. À long terme, renforcer la résilience de ce territoire exceptionnel face aux risques futurs. C'est cette vision que porte le Gouvernement.

Et c'est peut-être là la différence fondamentale de notre approche : nous ne voulons pas simplement réparer les conséquences d'un incendie. Nous voulons préparer les Hautes-Fagnes à mieux résister aux crises futures. Avec méthode, avec rigueur et avec une action publique qui coordonne plutôt qu'elle ne disperse. Ça prendra encore quelques jours ou quelques semaines, mais l'importance des enjeux mérite mieux que de la simple précipitation ou des effets d'annonce. Je pense que l'on peut tous en convenir.

Notre majorité a fait un choix clair : celui de la responsabilité, de la coordination et de l'action. Là où certains cherchent des polémiques, nous préparons la restauration et la résilience de nos territoires. Là où certains opposent les acteurs, nous les rassemblons. Et là où certains commentent, nous agissons. C'est ainsi que nous restaurerons durablement les Hautes-Fagnes.



Vlaams Parlement

Dokument Nr. [994](#) (2026-2027) nr. 1 02.10.2026

Voorstel van resolutie over de herziening van de besparingsprioriteiten binnen het cultuurbeleid en het uitstel van de beslissing in afwachting van een grondig parlementair debat

Dokument Nr. [993](#) (2026-2027) nr. 1 02.10.2026

Voorstel van decreet tot wijziging van het Provinciedecreet van 9 december 2005, wat de constructieve motie van wantrouwen betreft

**Dokument Nr. [991](#) (2026-2027) nr. 1
28.09.2026**

Voorstel van resolutie over de deelname van de Vlaamse Radio- en Televisieomroeporganisatie aan het Eurovisiesongfestival 2027

Vlaams Parlement keurt Septemberverklaring goed

02 oktober 2026

Op woensdag 30 september legde minister-president Matthias Diependaele de Septemberverklaring van de Vlaamse Regering af. Daarin schetste hij de algemene maatschappelijke situatie in Vlaanderen en lichtte hij de krachtlijnen van de Vlaamse begroting voor 2027 toe. ... [verder lezen](#)

Herbekijk de Septemberverklaring van Matthias Diependaele

30 september 2026

Op maandag 28 september ging het nieuwe parlementaire jaar van start, en op woensdag 30 september legde de Vlaamse Regering de Septemberverklaring af. Daarin schetst de minister-president de algemene maatschappelijke situatie en de krachtlijnen van de Vlaamse begroting voor 2027. Waarop wil de Vlaamse Regering focussen? ... [verder lezen](#)



Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale (PRB)

**Dokument Nr. Fiche [A-308/1-25/26](#)
29.06.2026**

Proposition d'ordonnance modifiant le Code bruxellois du logement en vue d'introduire un titre de priorité fondé sur un ancrage régional durable lors de l'attribution des logements gérés par la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale ou par les sociétés immobilières de service public.

Déclaration de politique générale 2026-2027 du gouvernement bruxellois

05/10/2026

Ce lundi 5 octobre 2026, Boris Dillies, Ministre-Président du gouvernement bruxellois, a présenté aux parlementaires bruxellois la déclaration de politique générale 2026-2027 du gouvernement bruxellois. ... [lire plus](#)



Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

**Dokument Nr. [321](#) (2026-2027)
28.09.2026**

Projet de décret modifiant le décret du 28 mars 2019 relatif aux cellules de soutien et d'accompagnement de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et au statut des conseillers au soutien et à l'accompagnement

Évènement

Conférence 21/10/2026 : Polarisation, agression et violence des échanges politiques aux interactions avec le public

2026-09-30

Venez assister à notre conférence !

Face au durcissement des discours et des interactions politiques, le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles organise un moment d'étude et de réflexion le mercredi 21 octobre 2026 dès 8h30.

... [lire plus](#)

Neues aus den Regierungen



Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

105. Sitzung vom 01. Oktober 2026

TOP 3: Vollmacht zur Unterzeichnung folgender drei Abkommen über die Erwerbstätigkeit von Familienmitgliedern des Personals der Diplomatischen Missionen oder der Konsularischen Posten:

- 1. Abkommen zwischen dem Königreich Belgien und der Republik Sri Lanka,**
 - 2. Abkommen zwischen dem Königreich Belgien und der Republik Kenia,**
 - 3. Abkommen zwischen dem Königreich Belgien und der Republik Angola.**
- Beantragung einer deutschen Übersetzung der Abkommen**

1. Beschlussfassung:

Die Regierung erteilt dem Außenminister oder seinem Vertreter Vollmacht zur Unterzeichnung in ihrem Namen folgender drei Abkommen über die Erwerbstätigkeit von Familienmitgliedern des Personals der Diplomatischen Missionen oder der Konsularischen Posten:

1. Abkommen zwischen dem Königreich Belgien und der Republik Sri Lanka,
2. Abkommen zwischen dem Königreich Belgien und der Republik Kenia,
3. Abkommen zwischen dem Königreich Belgien und der Republik Angola.

Der Ministerpräsident wird damit beauftragt, dies dem Außenminister und dem zuständigen Dienst des Föderalen öffentlichen Dienstes – FÖD Auswärtige Angelegenheiten - mitzuteilen.

2. Erläuterungen:

Zum Inhalt

Gegenstand aller aufgeführten Abkommen ist die Erleichterung der Ausübung einer Erwerbstätigkeit (als Arbeitnehmer oder Selbstständiger) durch unterhaltsberechtigten Familienangehörige der Mitglieder des Personals diplomatischer Missionen und konsularischer Vertretungen, die von diesen Staaten nach Belgien entsandt wurden. Aufgrund des Gegenseitigkeitsprinzips gilt dies auch für die Familienangehörigen des Personals der diplomatischen Missionen und konsularischen Vertretungen Belgiens in den betreffenden Staaten.

Der Status des vom Entsendestaat in den Aufnahmestaat entsandten diplomatischen und konsularischen Personals sowie der Status seiner Familienangehörigen werden

durch die Wiener Übereinkommen über diplomatische Beziehungen (1961) bzw. über konsularische Beziehungen (1963) geregelt. Die meisten Staaten, darunter Belgien und die Staaten der vorliegenden drei Abkommen, sind Vertragsparteien dieser Übereinkommen bzw. handeln in Anlehnung an diese.

Die Abkommen sehen eine Reihe von Vorrechten und Immunitäten für das Personal der diplomatischen Missionen und konsularischen Vertretungen sowie für die zu ihrem Haushalt gehörenden Familienangehörigen (Ehegatten, gesetzliche Lebenspartner und unterhaltsberechtigten Kinder) vor.

Die Abkommen sind folglich inhaltlich typische Standardabkommen.

Zur Zuständigkeit

Seit Inkrafttreten der sechsten Staatsreform sind die Regionen für die Beschäftigung ausländischer Arbeitnehmer zuständig. Die Regionalisierung der Berufskarte für Arbeitnehmer und Selbstständige hat zur Folge, dass innerhalb Belgiens neben dem Föderalstaat auch die Regionen zuständig sind. Die Übertragung bestimmter Zuständigkeiten im Bereich der Beschäftigung von der Wallonischen Region auf die Deutschsprachige Gemeinschaft zum 1. Januar 2016 – unter anderem in Bezug auf die Berufskarte – erklärt, warum auch die Deutschsprachige Gemeinschaft diesen Abkommen zustimmen muss.

Bei diesen völkerrechtlichen Verträgen handelt es sich jeweils um einen „gemischten Vertrag“ im Sinne von Artikel 167 §4 der Verfassung, wie die Arbeitsgruppe für Gemischte Verträge am 20. Februar 2024 für das Abkommen mit Sri Lanka und am 8. September 2026 für die Abkommen mit Kenia und Angola feststellte.

Damit diese Abkommen unterzeichnet werden können, ist die Erteilung einer Unterschriftsvollmacht erforderlich.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 4: Verlängerung des Zusammenarbeitsabkommens zwischen der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Provinz Lüttich und der Bürgermeisterkonferenz der deutschsprachigen Gemeinden 2021-2024 auf das Jahr 2026 und Verlängerung des Beschlusses der Regierung vom 20. Juli 2022 zur Genehmigung eines Konzepts zur Auszahlung von Provinzzuschüssen im Rahmen des Zusammenarbeitsabkommens zwischen der Deutschsprachigen

Gemeinschaft, der Provinz Lüttich und der Bürgermeisterkonferenz der deutschsprachigen Gemeinden für das Jahr 2026

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt die Verlängerung des Zusammenarbeitsabkommens zwischen der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Provinz Lüttich und der Bürgermeisterkonferenz der deutschsprachigen Gemeinden 2021-2024 auf das Jahr 2026.

Die Regierung genehmigt die Verlängerung um ein Jahr des Beschlusses der Regierung vom 20. Juli 2022 zur Auszahlung von Provinzzuschüssen im Rahmen des Zusammenarbeitsabkommens zwischen der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Provinz Lüttich und der Bürgermeisterkonferenz der deutschsprachigen Gemeinden für das Jahr 2026.

Der Ministerpräsident wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

1. Verlängerung des Provinzabkommens

Am 1. Oktober 2021 unterzeichneten die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft, das Kollegium der Provinz Lüttich und die Bürgermeisterkonferenz der deutschsprachigen Gemeinden ein neues Zusammenarbeitsabkommen für die Jahre 2021 bis 2024. Das Kollegium der Provinz Lüttich hat einer Verlängerung des Provinzabkommens um ein weiteres Jahr zugestimmt.

Aufgrund der laufenden Verhandlungen zwischen der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Walonischen Region betreffend die Übertragung der regionalen Provinzzuständigkeiten an die Deutschsprachige Gemeinschaft wurde das Abkommen einmalig auf das Jahr 2025 verlängert. Mit ähnlicher Begründung haben sich die Regierung und das Provinzkollegium im Rahmen einer Arbeitssitzung am 28. August 2026 darauf verständigt, das Abkommen in Anwendung von dessen Artikel 10 Absatz 2 um ein weiteres Jahr (2026) zu verlängern.

2. Konzept zur Auszahlung von Provinzzuschüssen

Auf Grundlage des Abkommens hat die Regierung am 20. Juli 2022 ein Konzept genehmigt, das die Auszahlungsmodalitäten der von der Provinz für die Deutschsprachige Gemeinschaft gewährten Dotation näher präzisiert (Referenz: EXIX/20.07.2022/OP/697).

Das Konzept sieht zwei Kategorien von Zuschüssen aus der Dotation vor, d.h. einerseits strukturelle Mittel und andererseits einmalige Projektmittel, die aus besonderem Anlass gewährt werden.

Einrichtungen aus den im Abkommen aufgeführten Bereichen (Unterrichtswesen und Ausbildung, Kultur, Jugend, Soziale Aktionen, Sport, Gesundheit,

Medien, Senioren, Tourismus) werden von den zuständigen Fachbereichen dazu eingeladen, mittels eines begründeten Antrags ihren strukturellen Förderbedarf spätestens bis zum 15. November mitzuteilen.

Zusätzlich zu den strukturellen Zuschüssen können Einrichtungen einen Zuschuss für die Unterstützung von einmaligen Projekten beantragen. Die Projektanträge können ebenfalls bis zum 15. November über das dafür vorgesehene Onlineformular eingereicht werden.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Die Ausgaben in Höhe von 871.000,00 Euro gehen zu Lasten der Haushaltszuweisung 33.01 im Organisationsbereich 20, Programm 14. Die entsprechenden Einnahmen seitens der Provinz sind im Einnahmehaushalt in der Zuweisung 48.13 vorgesehen.

TOP 8: Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 5. März 2026 zur Bestellung der Mitglieder der Einspruchskammer für das konfessionelle freie subventionierte Unterrichtswesen

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den Erlass zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 5. März 2026 zur Bestellung der Mitglieder der Einspruchskammer für das konfessionelle freie subventionierte Unterrichtswesen.

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Die Einspruchskammer des konfessionellen freien subventionierten Unterrichtswesens befasst sich mit Einsprüchen von Personalmitgliedern gegen eine Entlassung aufgrund einer Unvereinbarkeit, gegen einen Beurteilungs- bzw. Bewertungsbericht, gegen eine vorzeitige Entlassung und gegen eine Disziplinarstrafe. Die einzelnen Fälle sind im Dekret vom 14. Dezember 1998 zur Festlegung des Statuts der subventionierten Personalmitglieder des freien subventionierten Unterrichtswesens und des freien subventionierten Psycho-Medizinisch-Sozialen Zentrums angeführt.

Im Erlass der Regierung, der die Mitglieder der Einspruchskammer für das konfessionelle freie subventionierte Unterrichtswesen bestellt, werden die Funktion des Sekretärs und des beigeordneten Sekretärs neu besetzt. So wird Frau Julia Cremer, Referentin im Fachbereich Unterrichtspersonal des Ministeriums, als Sekretärin und Herr Rusbeh Nawab, Referent im Fachbereich Unterrichtspersonal des Ministeriums, als beigeordneter Sekretär bestellt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 9: Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 15. Dezember 2022 zur Bestellung der Mitglieder der Einspruchskammer für das offizielle subventionierte Unterrichtswesen

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den Erlass zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 15. Dezember 2022 zur Bestellung der Mitglieder der Einspruchskammer für das offizielle subventionierte Unterrichtswesen.

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Die Einspruchskammer des offiziellen subventionierten Unterrichtswesens befasst sich mit Einsprüchen von Personalmitgliedern gegen eine Entlassung aufgrund einer Unvereinbarkeit, gegen einen Beurteilungs- bzw. Bewertungsbericht, gegen eine vorzeitige Entlassung und gegen eine Disziplinarstrafe. Die einzelnen Fälle sind im Dekret vom 29. März 2004 zur Festlegung des Statuts der subventionierten Personalmitglieder des offiziellen subventionierten Unterrichtswesens und der offiziellen subventionierten Psycho-Medizinisch-Sozialen Zentren angeführt.

Im Erlass der Regierung, der die Mitglieder der Einspruchskammer für das offizielle subventionierte Unterrichtswesen bestellt, werden die Funktion des Sekretärs und des beigeordneten Sekretärs neu besetzt. So wird Herr Rusbeh Nawab, Referent im Fachbereich Unterrichtspersonal des Ministeriums, als Sekretär und Frau Aline Weynand, Referentin im Fachbereich Unterrichtspersonal des Ministeriums, als beigeordnete Sekretärin bestellt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 12: Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 21. Mai 2026 zur Bestellung der Mitglieder des Rates für Studienbeihilfen

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den Erlass zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 21. Mai 2026 zur Bestellung der Mitglieder des Rates für Studienbeihilfen.

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Am 21. Mai 2026 wurde der Erlass der Regierung zur Bestellung der Mitglieder des Rates für Studienbeihilfen verabschiedet. Dieser Erlass trat am Tag seiner Verabschiedung in Kraft und gilt für die Mandatszeit von fünf Jahren.

Aufgrund von Artikel 3 Nummer 5 des Erlasses der Regierung vom 4. Juli 2024 zur Übertragung von Entscheidungsbefugnissen an die Minister muss die Bestellung der Mitglieder des Rates für Studienbeihilfen durch die Regierung erfolgen.

Aufgrund des Vorschlags der Mitglieder des Rates für Studienbeihilfen vom 3. September 2026 wird Herr Dieter Havenith zum Vorsitzenden und Frau Iris Stork zur Stellvertretenden Vorsitzenden bestellt.

Zeitgleich wird der Name von Frau Stork korrigiert.

Frau Viviane Jost wird Mitglied für das staatliche Unterrichtswesen im Rat für Studienbeihilfen und Frau Julie Hardt Ersatzmitglied.

Der Erlass tritt am Tage seiner Verabschiedung in Kraft mit Ausnahme von Artikel 3, der mit Wirkung vom 3. September 2026 in Kraft tritt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 13: Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 13. November 2025 zur Bestellung der Mitglieder der Einspruchskammer des Zentrums für die gesunde Entwicklung von Kindern und Jugendlichen

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den Erlass zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 13. November 2025 zur Bestellung der Mitglieder der Einspruchskammer des Zentrums für die gesunde Entwicklung von Kindern und Jugendlichen.

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Die Einspruchskammer des Zentrums für die gesunde Entwicklung von Kindern und Jugendlichen befasst sich mit Einsprüchen von Personalmitgliedern gegen eine Entlassung aufgrund einer Unvereinbarkeit, gegen einen Beurteilungs- bzw. Bewertungsbericht, gegen eine vorzeitige Entlassung und

gegen eine Disziplinarstrafe. Die einzelnen Fälle sind im Dekret vom 31. März 2014 über das Zentrum für die gesunde Entwicklung von Kindern und Jugendlichen angeführt.

Im Erlass der Regierung, der die Mitglieder der Einspruchskammer des Zentrums für die gesunde Entwicklung von Kindern und Jugendlichen bestellt, werden die Funktion des Sekretärs und des beigeordneten Sekretärs neu besetzt. So wird Frau Julia Cremer, Referentin im Fachbereich Unterrichtspersonal des Ministeriums, als Sekretärin und Frau A-line Weynand, Referentin im Fachbereich Unterrichtspersonal des Ministeriums, als beigeordnete Sekretärin bestellt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 14: Dekretvorentwurf zur Billigung des Zusammenarbeitsabkommens zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaftskommission, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Flämischen Region und der Wallonischen Region über die teilweise Umsetzung der Richtlinie (EU) 2024/2841 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2024 zur Einführung des Europäischen Behindertenausweises und des Europäischen Parkausweises für Menschen mit Behinderungen sowie über die teilweise Umsetzung der Richtlinie (EU) 2024/2842 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2024 zur Ausweitung der Richtlinie (EU) 2024/2841 auf Drittstaatsangehörige mit rechtmäßigem Aufenthalt in einem Mitgliedstaat, hinsichtlich der Bedingungen und Modalitäten für die Erteilung des Europäischen Behindertenausweises

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt das Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaftskommission, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Flämischen Region und der Wallonischen Region über die teilweise Umsetzung der Richtlinie (EU) 2024/2841 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2024 zur Einführung des Europäischen Behindertenausweises und des Europäischen Parkausweises für Menschen mit Behinderungen sowie über die teilweise Umsetzung der Richtlinie (EU) 2024/2842 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2024 zur Ausweitung der Richtlinie (EU) 2024/2841 auf Drittstaatsangehörige mit rechtmäßigem Aufenthalt in einem Mitgliedstaat, hinsichtlich der Bedingungen und Modalitäten für die Erteilung des Europäischen Behindertenausweises.

Die Regierung verabschiedet in erster Lesung den Vorentwurf eines Dekrets zur Billigung des Zusammenarbeitsabkommens zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaftskommission, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Flämischen Region und der Wallonischen Region über die teilweise Umsetzung der Richtlinie (EU) 2024/2841 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2024 zur Einführung des Europäischen Behindertenausweises und des Europäischen Parkausweises für Menschen mit Behinderungen sowie über die teilweise Umsetzung der Richtlinie (EU) 2024/2842 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2024 zur Ausweitung der Richtlinie (EU) 2024/2841 auf Drittstaatsangehörige mit rechtmäßigem Aufenthalt in einem Mitgliedstaat, hinsichtlich der Bedingungen und Modalitäten für die Erteilung des Europäischen Behindertenausweises

Die Regierung beschließt, das Gutachten des Verwaltungsausschusses für den Bereich selbstbestimmtes Leben zu beantragen.

Die Regierung beschließt, das Gutachten der Datenschutzbehörde zu beantragen.

Die Regierung beschließt, in Anwendung von Artikel 84 §1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 das Gutachten in einer 30-Tage-Frist zu beantragen.

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Die European Disability Card (EDC-Ausweis), die auch europäischer Behindertenausweis genannt wird, ist seit 2015 in Belgien erhältlich. Der EDC-Ausweis ist Nachfolger der *Eurecard* und des *Handipass*, die Personen mit Behinderung bereits vorher einen erleichterten Zugang zu den Bereichen Sport, Tourismus und Kultur ermöglichten.

Im Jahr 2016 startete die Europäische Union ein Pilotprojekt zur Nutzung des EDC-Ausweises in acht Mitgliedstaaten, wovon Belgien eines war. Ziel war es, die Rechte von Menschen mit Behinderungen zu fördern und die freiwillige gegenseitige Anerkennung des Behinderungsstatus in den teilnehmenden Mitgliedstaaten zu unterstützen. Der Ausweis ermöglichte den Zugang zu Vergünstigungen in den Bereichen Kultur, Freizeit und Sport.

Im Jahr 2024 entschied die Europäische Union anhand zweier Richtlinien (2024/2841 und 2024/2842), den EDC-Ausweis verpflichtend einzuführen. Die Mitgliedstaaten müssen die Einführung

und die Umsetzung des EDC-Ausweises bis 2028 geltend machen.

Ein Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat, den o.e. Gemeinschaften, Regionen und Gemeinschaftskommissionen soll die teilweise Umsetzung der EU-Richtlinien zur Einführung des EDC-Ausweises ermöglichen, dessen gesetzliche Verankerung im Anschluss an die Unterzeichnung des Abkommens gewährt werden soll.

Ziel ist erneut, die Mobilität und Teilhabe von Menschen mit Behinderungen innerhalb der EU zu erleichtern, insbesondere bei Kurzaufenthalten in anderen EU-Mitgliedstaaten. Der EDC-Ausweis soll als Nachweis dienen, damit Betroffene im Ausland dieselben Sonderkonditionen oder Vergünstigungen erhalten können wie Menschen mit Behinderungen des Gastlandes.

Die Richtlinien sehen nicht die Harmonisierung der Anerkennung von Behinderungen vor, sondern lediglich die gegenseitige Anerkennung des Status für bestimmte Vorteile während vorübergehender Aufenthalte.

Das Abkommen betrifft ausschließlich den EDC-Ausweis und nicht den Europäischen Parkausweis.

Zentrale Inhalte des Abkommens:

Gegenseitige Anerkennung

Dienstleister, die Menschen mit Behinderungen Vorteile gewähren, müssen diese Vorteile auch Inhabern eines gültigen EDC-Ausweises aus anderen EU-Mitgliedstaaten gewähren, die sich vorübergehend in Belgien aufhalten. Dies gilt auch für Assistenztiere und Personen, die den Menschen mit Beeinträchtigung Assistenz leisten.

Ausstellung und Formatvorgaben des EDC-Ausweises

Der EDC-Ausweis soll grundsätzlich automatisch, kostenlos und längst möglich ausgestellt werden, in physischer und digitaler Form. Anspruch besteht aufgrund einer anerkannten Behinderung oder bei Anrecht auf bestimmte behinderungsbezogene Leistungen.

Die digitale Version darf nicht mehr datenbezogene Angaben enthalten als die physische.

Diskriminierung und Betrugsbekämpfung

Das Gerichtsgesetzbuch sieht bereits vor, dass Betroffene eine Unterlassungsklage einreichen können, um diskriminierendes Verhalten zu unterbrechen, so u.a. in Fällen, in denen die Gleichbehandlung von Inhabern eines EDC-Ausweises ohne sachlichen Grund verweigert wird. Auch das Dekret vom 19. März 2012 zur Bekämpfung bestimmter Formen von Diskriminierung sieht u.a. die Einfüh-

rung von Maßnahmen für Personen mit Behinderung sowie das Verbot von Diskriminierung aufgrund einer Behinderung vor.

Die Abkommensparteien sollen Maßnahmen gegen Fälschung und missbräuchliche Nutzung des EDC-Ausweises vorsehen.

Datenschutz

Die Regeln zur Verarbeitung personenbezogener Daten werden festgelegt; so hat der Aussteller des EDC-Ausweises Zugang zum Vor- und Nachnamen, Geburtsdatum, zur Sprache, zum Geschlecht, zur Identifikationsnummer des Nationalregisters oder der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit, zum Gültigkeitsdatum und Ausstellungsdatum des EDC-Ausweises, zu den Gesundheitsdaten, die mit den Daten in Zusammenhang stehen, zur Wohnadresse sowie zur Seriennummer des EDC-Ausweises.

Die Zentrale Datenbank der sozialen Sicherheit erhält eine wichtige Rolle bei der Verwaltung der Kartendaten da sie den Identifikationscode jedes EDC-Ausweises verwaltet und zentralisiert.

Information und Beteiligung

Die Behörden müssen gemeinsam über den EDC-Ausweis informieren. Außerdem sollen Organisationen, die Menschen mit Behinderungen vertreten, an der Ausarbeitung, Umsetzung und Bewertung beteiligt werden.

Es steht jedem Teilstaat frei, zu jeder Zeit aus dem Abkommen auszutreten insofern bestimmte Voraussetzungen erfüllt sind, um die Kontinuität der Verpflichtungen der EU-Richtlinien einzuhalten und mit einer Kündigungsfrist von sechs Monaten.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Die Deutschsprachige Gemeinschaft muss im Rahmen ihrer Zuständigkeiten die Kosten für die Erstellung der Karten übernehmen. Die Karten werden zentral auf föderaler Ebene hergestellt. Aufgrund der Erfahrungen der letzten Jahre im Rahmen des EU-Projektes wird von Kosten in Höhe von 5.000 EUR ausgegangen. Diese Mittel sind im Haushalt der DSL vorgesehen.

TOP 15: Dekretentwurf zur Abänderung des Dekrets vom 13. November 2023 über die Jugendhilfe und den Jugendschutz

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in zweiter und letzter Lesung den Entwurf des Dekrets zur Abänderung des Dekrets vom 13. November 2023 über die Jugendhilfe und den Jugendschutz.

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit wird beauftragt, den Entwurf im Parlament zu hinterlegen.

2. Erläuterungen:

Der vorliegende Dekretentwurf dient in erster Linie der Anpassung des Dekrets vom 13. November 2023 über die Jugendhilfe und den Jugendschutz an das neue Strafgesetzbuch, das am 1. September 2026 in Kraft getreten ist. In diesem Zusammenhang werden insbesondere die Verweise auf Straftatbestände, Strafmaße und strafrechtliche Begrifflichkeiten an die neue Terminologie und Systematik des Strafgesetzbuches angepasst. Dabei wurden die Rückmeldungen der Gerichtsbehörden sowie die durch den Terminologieausschuss festgelegten deutschen Begrifflichkeiten berücksichtigt.

Darüber hinaus wurden verschiedene Bestimmungen des Dekrets überprüft, bei denen sich seit Inkrafttreten des Dekrets Auslegungs- oder Anwendungsfragen ergeben haben. Ziel der vorgeschlagenen Änderungen ist es, bestehende Unklarheiten zu beseitigen, die Rechtssicherheit zu erhöhen sowie die praktische Anwendbarkeit und Kohärenz des Dekrets zu verbessern.

Ein wesentlicher Schwerpunkt des Entwurfs betrifft die klare Unterscheidung zwischen stationären Betreuungsmaßnahmen und stationären Behandlungsmaßnahmen. Die bisherigen Artikel 45 und 82 regelten pädagogische, therapeutische und psychiatrische Maßnahmen gemeinsam, wodurch in der Praxis unterschiedliche Interpretationen entstanden sind. Mit den neuen Artikeln 45.1 und 82.1 werden daher eigenständige Rechtsgrundlagen für stationäre Behandlungsmaßnahmen im Rahmen der Jugendhilfe und des Jugendschutzes geschaffen.

Die vorgeschlagenen Bestimmungen tragen zugleich den Entwicklungen im Bereich der psychischen Gesundheit Minderjähriger Rechnung. Dabei wurde berücksichtigt, dass stationäre therapeutische Maßnahmen in der Praxis nicht ausschließlich bei eindeutig diagnostizierten psychiatrischen Erkrankungen erforderlich sein können, sondern auch bei erheblichen psychischen oder verhaltensbezogenen Schwierigkeiten, die das Kindeswohl oder die Sicherheit gefährden. Gleichzeitig bleiben solche Maßnahmen an strenge Voraussetzungen sowie an eine gerichtliche Kontrolle gebunden.

Im Rahmen der Überarbeitung wurden zudem die Hinweise des Staatsrates in seinem Gutachten Nr. 79.593/1/V vom 29. Juli 2026 berücksichtigt. Der Staatsrat hat insbesondere auf die Anforderungen an die Rechtssicherheit, die Klarheit und die Verhältnismäßigkeit von Maßnahmen hingewiesen, die gegenüber Minderjährigen angeordnet werden und mit einer Einschränkung ihrer Freiheit verbunden sein können. Dies betrifft insbesondere die Begründung stationärer Maßnahmen und die besondere Begründung der Anordnung einer geschlossenen stationären Betreuung oder Behandlung. Die entsprechenden Bestimmungen wurden angepasst.

Zudem wird die Systematik der vorläufigen Jugendschutzmaßnahmen präzisiert. Die bisher nebeneinander bestehenden Regelungen über Kontaktverbote und das Meiden bestimmter Personen oder Orte werden zusammengeführt und klarer voneinander abgegrenzt. Dadurch soll insbesondere klargestellt werden, dass die Auflage, bestimmte Personen oder Orte zu meiden, eine eigenständige vorläufige Jugendschutzmaßnahme darstellt, die unabhängig von einer Unterbringung angeordnet werden kann und zugleich den Erfordernissen der Ermittlung oder gerichtlichen Untersuchung Rechnung trägt.

Darüber hinaus werden die Vertraulichkeitsregelungen im Vermittlungsverfahren sowie die Bestimmungen über die Verwendung von Verwaltungsdokumenten präzisiert. Ziel dieser Anpassungen ist es insbesondere, den sensiblen Charakter der Akten der Jugendhilfe und des Jugendschutzes zu schützen, eine zweckfremde Verwendung personenbezogener Informationen zu verhindern und das notwendige Vertrauensverhältnis zwischen den betroffenen Personen und den Diensten der Jugendhilfe und des Jugendschutzes zu sichern.

Im Bereich der Vermittlung wurde die Regelung zur Vertraulichkeit im Anschluss an die Hinweise der Datenschutzbehörde nochmals angepasst. Die ursprünglich vorgesehenen Bestimmungen über die Verwendung der im Rahmen der Vermittlung gewonnenen Informationen in gerichtlichen oder anderen Verfahren sowie über deren Beweiswertbarkeit wurden nicht beibehalten. Artikel 57 §8 beschränkt sich nunmehr darauf, die Vertraulichkeit der im Rahmen der Vermittlung erstellten Dokumente und erfolgten Mitteilungen ausdrücklich festzuschreiben. Damit wird berücksichtigt, dass die Deutschsprachige Gemeinschaft die Verarbeitung und Beweisverwertung durch die Gerichtsbehörden nicht als solche regeln kann.

Ein weiterer Schwerpunkt der Überarbeitung betrifft den Datenschutz. Die Datenschutzbehörde hat in ihrem Gutachten Nr. 156/2026 vom 14. Juli 2026 erneut auf die besonderen Anforderungen an die gesetzliche Grundlage für die Verarbeitung personenbezogener Daten hingewiesen. Insbesondere müssen die Zwecke der Verarbeitung, die zulässigen Datenkategorien und die datenschutzrechtlichen Verantwortlichkeiten hinreichend bestimmt sein. Dies gilt in besonderem Maße für die im Rahmen der Jugendhilfe und des Jugendschutzes verarbeiteten, teilweise besonders sensiblen personenbezogenen Daten von Kindern, Jugendlichen und ihren Familien.

Vor diesem Hintergrund werden die Bestimmungen zum Datenschutz entsprechend präzisiert. Dabei wurden insbesondere die Hinweise der Datenschutzbehörde berücksichtigt, wonach bestimmte Datenkategorien bislang zu weit gefasst und nicht ausreichend mit den konkreten Verarbeitungszwecken verknüpft waren. Die allgemeinen Anforderungen an Zweckbindung, Datenminimierung und datenschutzrechtliche Verantwortlichkeiten werden

insbesondere in Artikel 119 konkretisiert. Artikel 120 ordnet die zulässigen Datenkategorien den jeweiligen gesetzlichen und dekretalen Verarbeitungszwecken zu.

Auch die Bestimmungen zur Weitergabe vertraulicher Sachverhalte sowie die Verwendung von im Rahmen der Akteneinsicht erhaltenen Verwaltungsdokumenten in anderen Verfahren wurden im Anschluss an die Anmerkungen des Staatsrates und der Datenschutzbehörde angepasst.

Ferner werden einzelne Bestimmungen an die bestehende Verwaltungspraxis angepasst. Dies betrifft insbesondere die Möglichkeit für den Prokurator des Königs, Sozialuntersuchungen in Auftrag zu geben, sowie die Einführung einer Frist für die Beantragung finanzieller Unterstützungen junger Erwachsener.

Zudem werden die Strafbestimmungen des Dekrets an die neue Systematik des Strafgesetzbuches angepasst. Gleichzeitig wird die bisherige Strafbestimmung gegenüber Erziehungsberechtigten aufgehoben. Im Rahmen der einvernehmlichen Jugendhilfe setzt die Umsetzung von Hilfsmaßnahmen die Mitwirkung der Betroffenen voraus. Fehlt diese Mitwirkung und liegt eine Gefährdung des Kindes vor, kann die Situation an die gerichtliche Jugendhilfe weitergeleitet werden. Im Rahmen gerichtlicher Maßnahmen obliegt die weitere Durchsetzung dem Jugendgericht, sodass eine zusätzliche strafrechtliche Sanktionierung fehlender Kooperation nicht erforderlich erscheint.

Die vorgeschlagenen Änderungen verfolgen insgesamt das Ziel, die Kohärenz des Dekrets zu stärken, die praktische Anwendbarkeit zu verbessern die Rechtssicherheit zu erhöhen und gleichzeitig den Schutz von Kindern und Jugendlichen sicherzustellen. Dabei wurden insbesondere die Hinweise des Staatsrates und der Datenschutzbehörde berücksichtigt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Der Dekretentwurf führt nicht zu neuen Ausgaben für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

Artikel 14 führt jedoch eine Frist von fünf Jahren für die Beantragung der Auszahlung finanzieller Unterstützungen gemäß Artikel 114 des Dekrets ein. Dadurch werden zeitlich unbegrenzte offene Ansprüche vermieden und die Rechtssicherheit sowie die administrative Planbarkeit verbessert.

Es ist davon auszugehen, dass diese Maßnahme langfristig zu einer begrenzten Verringerung der Ausgaben führen kann. Eine konkrete Bezifferung der finanziellen Auswirkungen ist jedoch nicht möglich.

104. Sitzung vom 24. September 2026

TOP 5: Dekretvorentwurf zur Zustimmung zu den Änderungen des Übereinkommens über die Errichtung des Afrikanischen Entwicklungsfonds vom 29. November 1972, angenommen auf der ersten Sitzung der 49. Jahrestagung des Gouverneursrats des Afrikanischen Entwicklungsfonds in Scharm El-Scheich am 23. Mai 2023

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in erster Lesung den Dekretvorentwurf zur Zustimmung zu den Änderungen des Übereinkommens über die Errichtung des Afrikanischen Entwicklungsfonds vom 29. November 1972, angenommen auf der ersten Sitzung der 49. Jahrestagung des Gouverneursrats des Afrikanischen Entwicklungsfonds in Scharm El-Scheich am 23. Mai 2023.

Die Regierung beschließt, in Anwendung von Artikel 84 §1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 das Gutachten in 30-Tage-Frist zu beantragen.

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen, wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Zum Inhalt

Die Änderungen des Übereinkommens vom 29. November 1972 über die Errichtung des Afrikanischen Entwicklungsfonds (AEF) sind Teil eines umfassenden Reformrahmens, in dem geprüft wird, wie das vorhandene Kapital der multilateralen Entwicklungsbanken besser genutzt werden kann (der sogenannte Eigenkapitalrahmen). Seit Beginn dieser Diskussion im Rahmen der G20 prüfen die verschiedenen Banken, wie die in diesem Zusammenhang formulierten Empfehlungen umgesetzt werden können.

Derzeit kann der AEF nur konzessionäre Mittel verwenden, die er im Rahmen, der alle drei Jahre stattfindenden Wiederauffüllungen durch die Geber erhält. Die vorgeschlagenen Änderungen werden es dem AEF ermöglichen, Eigenmittel für marktkonforme Kredite einzusetzen.

Die vorgeschlagenen Änderungen würden es dem AEF ermöglichen, Zugang zu den internationalen Kapitalmärkten zu erhalten und nichtkonzessionäre Mittel unter Rückgriff auf sein bestehendes Eigenkapital zu beschaffen („die Option des AEF zur Kreditaufnahme auf den Kapitalmärkten“). Durch den Zugang zu den Kapitalmärkten über die Kreditaufnahmeoption mobilisiert der Fonds Ressourcen aus dem Privatsektor, um die Entwicklungsziele der AEF-Länder zu unterstützen.

Die auf den Märkten aufgenommenen nichtkonzessionären Mittel werden über ein neues Kreditinstrument – das moderat konzessionäre Darlehen – und gemäß den aktuellen Kreditbedingungen des AEF an die förderfähigen AEF-Länder weitergeleitet. Die Erlöse aus den moderat konzessionären Darlehen fließen in die konzessionären Mittel für andere AEF-Länder ein, die nicht für das moderat konzessionäre Darlehen in Frage kommen.

Die Option, dass der Afrikanische Entwicklungsfonds (AEF) Mittel auf den Kapitalmärkten aufnimmt, steht voll und ganz im Einklang mit (i) dem Aufruf der Afrikanischen Union (AU), den AEF in die Lage zu versetzen, Mittel auf dem Kapitalmarkt zu beschaffen, (ii) den Erwartungen der Anteilseigner – die sich in mehreren Initiativen der G20 widerspiegeln –, dass multilaterale Entwicklungsinstitutionen verstärkt auf die Beiträge der Anteilseigner zurückgreifen, (iii) den jüngsten Bericht der G20-Arbeitsgruppe zur internationalen Finanzarchitektur (IFA) über den Eigenkapitalrahmen für multilaterale Organisationen sowie (iv) das von den Empfängerländern bekundete Interesse am Erhalt zusätzlicher Mittel zu moderat konzessionären Konditionen.

Die Änderung von Artikel 2 der Satzung des Afrikanischen Entwicklungsfonds (AEF) ermöglicht es dem Fonds, Finanzierungen zu nichtkonzessionären Bedingungen bereitzustellen. Die Änderung von Artikel 8 Absatz 5 ermöglicht es dem Fonds, sowohl auf bilateralen Basis als auch auf den Kapitalmärkten Kredite aufzunehmen. Die Änderung von Artikel 14 Absatz 1 legt fest, dass der Fonds allen Mitgliedern der Afrikanischen Entwicklungsbank (AEB) Finanzmittel gewähren kann. Die Änderung von Artikel 15 Absatz 2 Buchstabe b betont, dass der Fonds bei der Entscheidung, welche Mitglieder oder Einrichtungen seine Finanzmittel erhalten können, selektiv vorgehen wird. Die Änderung von Artikel 16 Absatz 2 sieht vor, den Verweis darauf zu streichen, dass der Fonds Finanzmittel nur zu Vorzugsbedingungen aufnehmen darf. Die Änderungen an Artikel 20 gewähren dem Fonds zusätzliche Befugnisse als logische Folge der durch den neuen Artikel 8 Absatz 5 eingeräumten Kreditaufnahmebefugnis. Die Änderung von Artikel 26 Absatz 2: Die vorgeschlagene Änderung erweitert die dem Verwaltungsrat des Fonds gemäß dem Fondsabkommen eingeräumten Befugnisse um die Genehmigung von Darlehensgeschäften.

Die Änderung von Artikel 31 verbietet dem Fonds nicht, Geld von der AEB aufzunehmen, sondern verbietet ihm, Geld an die AEB zu verleihen. Die Änderung von Artikel 43 Absatz 1 stellt klar, dass die Immunitäten des Fonds nicht für die Ausübung seiner Kreditaufnahmebefugnis gelten, und legt die Umstände fest, unter denen der Fonds gerichtlich belangt werden kann.

Zur Zuständigkeit der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Im Rahmen ihrer Sitzung 16. Januar 2024 hat die Arbeitsgruppe für Gemischte Verträge festgestellt,

dass es sich bei dem vorliegenden Übereinkommen um einen „gemischten Vertrag“ im Sinne von Artikel 167 §4 der Verfassung handelt, da die Änderungen an diesem Abkommen sowohl den Föderalstaat als auch die Regionen und Gemeinschaften betreffen. Es handelt sich insbesondere um die Artikel 2, 14.1 und 43.1.

Dem ursprünglichen Übereinkommen vom 29. November 1972 wurde bereits per Gesetz vom 28. Juni 1974 zugestimmt. Somit sind lediglich den vorliegenden Änderungen aufgrund der zwischenzeitlichen Zuständigkeitsübertragungen an die Deutschsprachige Gemeinschaft zuzustimmen.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 9: Erlass der Regierung zur dritten Neuverteilung von Zuweisungen im Ausgabenhaushalt 2026

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt gemäß Artikel 68 des Dekretes vom 25. Mai 2009 über die Haushaltsordnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft die dritte Neuverteilung von Zuweisungen im Ausgabenhaushalt 2026 und verabschiedet den entsprechenden Erlass.

Der Ministerpräsident wird beauftragt, dem Parlament und dem Rechnungshof die Dokumente zwecks Kenntnisnahme zu übermitteln.

2. Erläuterungen:

Eine dritte Neuverteilung wird im Ausgabenhaushalt vorgenommen, um Mittel optimal einsetzen zu können. Der im Rahmen der ersten Haushaltsanpassung 2026 genehmigte netto zu finanzierende Saldo in Höhe von -112.373.000 Euro für das Ministerium bleibt durch die vorliegende dritte Neuverteilung unverändert.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Keine.

TOP 10: Korrigierte Jahresabschlüsse 2025 der Einrichtung öffentlichen Interesses

1. Beschlussfassung:

Die Regierung nimmt gemäß Artikel 99 des Dekretes vom 25. Mai 2009 über die Haushaltsordnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft die korrigierten Jahresabschlüsse 2025 der Einrichtungen öffentlichen Interesses zur Kenntnis.

Die Rechnungspflichtigen werden beauftragt, dem Rechnungshof die korrigierten Jahresabschlüsse zu übermitteln

2. Erläuterungen:

Der Jahresabschluss umfasst die in Artikel 38 Absatz 3 des Dekretes vom 25. Mai 2009 über die Haushaltsordnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft beschriebenen Dokumente.

Im Rahmen der Zertifizierungsarbeiten des Rechnungshofes wurde der Verwaltung eine Arbeitsnote mit Bemerkungen und Beanstandungen übermittelt. Infolgedessen wurden verschiedene Korrekturen in den Abschlussunterlagen der folgenden Einrichtungen öffentlichen Interesses vorgenommen:

- Der Jahresabschluss der Einrichtung öffentliches Interesses Institut für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand wurde um eine Aufstellung der nicht in der Bilanz ausgewiesenen Rechte und Verpflichtungen ergänzt;
- Der Jahresabschluss der Einrichtung öffentliches Interesses Autonome Hochschule Ostbelgien wurde um eine Aufstellung der nicht in der Bilanz ausgewiesenen Rechte und Verpflichtungen ergänzt;
- Der Jahresabschluss der Einrichtung öffentliches Interesses Kaleido wurde um eine Aufstellung der nicht in der Bilanz ausgewiesenen Rechte und Verpflichtungen ergänzt;
- Der Jahresabschluss der Einrichtung öffentliches Interesses Zentrum für Kinderbetreuung der Deutschsprachigen Gemeinschaft wurde um eine Aufstellung der nicht in der Bilanz ausgewiesenen Rechte und Verpflichtungen ergänzt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 12: Beschluss zur Vergabe eines öffentlichen Lieferauftrags in Form einer Rahmenvereinbarung zur Belieferung der Zentralküche der Deutschsprachigen Gemeinschaft mit Backwaren im Hinblick auf eine nachhaltige Schulversorgung

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt den Beschluss zur Vergabe eines öffentlichen Lieferauftrags in Form einer Rahmenvereinbarung zur Belieferung der Zentralküche der Deutschsprachigen Gemeinschaft mit Backwaren im Hinblick auf eine nachhaltige Schulversorgung.

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Am 05. Juni 2026 wurde das oben genannte Lastenheft zur Veröffentlichung im belgischen Amtsblatt für öffentliche Ausschreibungen übermittelt.

Bis zum Schlusstermin der Angebotsabgabe am 19. Juni 2026 wurde ein Angebot des Bieters Kockartz eingereicht.

Nach Prüfung des Angebots kann bestätigt werden, dass dieses ordnungsgemäß ist und den gestellten Anforderungen entspricht.

Gemäß unserer Verbrauchsanalyse beläuft sich der jährliche Bedarf auf Produkte im Wert von rund 112.500€ (ohne MwSt.).

Ziel des Auftrags ist die Belieferung der Zentralküche der Deutschsprachigen Gemeinschaft mit Backwaren.

Entsprechend dem Leitbild zur nachhaltigen Ernährung im Gemeinschaftsunterrichtswesen sollen dabei vorrangig lokale und regionale Erzeugnisse, biologisch angebaute Erzeugnisse, Produkte aus dem gerechten Handel sowie Produkte, die Nachhaltigkeitskriterien einhalten, verwendet werden mit dem Ziel, regionale Wirtschaftskreisläufe und eine nachhaltige Standortentwicklung zu fördern. Kurze Wege stärken die regionale Landwirtschaft und die kleinen und mittleren Unternehmen in der Region, begrenzen die mit dem Transport einhergehenden Umwelteinflüsse und tragen zum Erhalt der Kulturlandschaft bei.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Der Auftrag soll an den Bieter Kockartz zu einem geschätzten jährlichen Auftragswert von 112.500 Euro ohne MwSt. vergeben werden. Es wird darauf hingewiesen, dass es sich um einen rein informativen geschätzten Auftragswert handelt und verpflichtet somit den Auftraggeber nicht dazu, einen Minimalwert in Auftrag zu geben.

Der maximale Auftragswert für die gesamte Laufzeit liegt bei 450.000 Euro ohne MwSt. Sobald dieser Wert erreicht wird, gilt der Auftrag als beendet, unabhängig von der verbleibenden Laufzeit.

Vorgesehen sind diese Ausgaben im Haushalt von Service und Logistik Dienst mit getrennter Geschäftsführung.

TOP 13: Dekretvorentwurf zur Billigung des Zusammenarbeitsabkommens zwischen dem Föderalstaat, der Wallonischen Region, der Flämischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt und der Deutschsprachigen Gemeinschaft in Bezug auf die Wirtschaftsmigration ausländischer Arbeitnehmer

1. Beschlussfassung

Die Regierung genehmigt das Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat, der Wallonischen Region, der Flämischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt und der Deutschsprachigen Gemeinschaft in Bezug auf die Wirtschaftsmigration ausländischer Arbeitnehmer.

Die Regierung verabschiedet in erster Lesung den Dekretentwurf zur Billigung des Zusammenarbeitsabkommens zwischen dem Föderalstaat, der Wallonischen Region, der Flämischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt und der Deutschsprachigen Gemeinschaft in Bezug auf die Wirtschaftsmigration ausländischer Arbeitnehmer.

Die Regierung beschließt, das Gutachten des Wirtschafts- und Sozialrates der Deutschsprachigen Gemeinschaft Belgiens zu beantragen.

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird mit der Umsetzung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen

Einleitung

Vorliegender Dekretentwurf bezweckt die Billigung des Zusammenarbeitsabkommens, das zwischen dem Föderalstaat, der Wallonischen Region, der Flämischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt und der Deutschsprachigen Gemeinschaft im Hinblick auf die Teilumsetzung der Richtlinie 2024/1233/UE des Europäischen Parlaments und des Rates vom 24. April 2024 über ein einheitliches Verfahren zur Beantragung einer kombinierten Erlaubnis für Drittstaatsangehörige, sich im Hoheitsgebiet eines Mitgliedstaats aufzuhalten und zu arbeiten, sowie über ein gemeinsames Bündel von Rechten für Drittstaatsarbeitnehmer, die sich rechtmäßig in einem Mitgliedstaat aufhalten ("Richtlinie 2024/1233/EU"), abgeschlossen worden ist. Diese Richtlinie ersetzt die Richtlinie 2011/98/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Dezember 2011 über ein einheitliches Verfahren zur Beantragung einer kombinierten Erlaubnis für Drittstaatsangehörige, sich im Hoheitsgebiet eines Mitgliedstaats aufzuhalten und zu arbeiten, sowie über ein gemeinsames Bündel von Rechten für Drittstaatsarbeitnehmer, die sich rechtmäßig in einem Mitgliedstaat aufhalten (nachstehend "Richtlinie 2011/98/EU"). Vorliegendes Zusammenarbeitsabkommen findet ebenfalls Anwendung auf andere europäische Richtlinien, in denen für Drittstaatsangehörige, die sich in Mitgliedstaaten aufhalten möchten, um dort eine besondere Arbeit zu verrichten, besondere Aufenthaltsrechtsstellungen vorgesehen werden, insofern keine spezifischen Regeln bestehen.

Das zu billigende Zusammenarbeitsabkommen ist ein Zusammenarbeitsabkommen im Sinne von Artikel 92bis § 3 Buchstabe c) des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, dem zufolge die Föderalbehörde und die Regionen ein Zusammenarbeitsabkommen für die Koordinierung der Politik in Sachen Arbeitserlaubnis mit der Politik in Sachen Aufenthaltsgenehmigung und in Sachen Normen für die Beschäftigung ausländischer Arbeitskräfte schließen.

Der Dekretentwurf dient der Billigung des Zusammenarbeitsabkommens. Dieses Abkommen verfolgt mehrere Zielsetzungen:

1. Teilumsetzung der Richtlinie 2024/1233/EU, 2. Verbesserung des bestehenden einheitlichen Verfahrens,
2. Gewährung bestimmter Rechte, die mit dem Beginn der Beschäftigung verbunden sind,
3. Harmonisierung der Regeln für die Beitreibung von Rückführungskosten,
4. Umstrukturierung des alten Zusammenarbeitsabkommens, um die Lesbarkeit zu verbessern.

Allgemeine Erläuterung des Inhalts des Zusammenarbeitsabkommens

I) Anpassungen aufgrund der Umsetzung der Richtlinie 2024/1233/EU

Mit der Richtlinie 2024/1233/EU werden im Vergleich zur alten Richtlinie mehrere wichtige Neuerungen eingeführt:

1. Die Richtlinie 2024/1233/EU ermöglicht einen Arbeitgeberwechsel über ein vereinfachtes Verfahren, das nur die Arbeitserlaubnis betrifft, während die kombinierte Erlaubnis weiterhin gültig bleibt.
2. Die Richtlinie sieht ein System zur vorübergehenden Aufrechterhaltung der kombinierten Erlaubnis bei Arbeitslosigkeit vor.
3. Die Beschlussfassungsfrist wird verkürzt.

II) Andere Abänderungen

Neben der Umsetzung der Richtlinie werden mehrere weitere Abänderungen vorgenommen:

1. Ein schnellerer Zugang zur Beschäftigung wird vorgesehen, sobald die Arbeitserlaubnis erteilt wurde.
2. Die automatische Erteilung der kombinierten Erlaubnis wird gestrichen.
3. Ein verspäteter Antrag auf Verlängerung ist zulässig, sofern er vor dem Ende des laufenden Aufenthalts eingereicht und eine Geldbuße gezahlt wird. Es ist vorgesehen, dass der Inhaber einer kombinierten Erlaubnis in einem solchen Fall in Erwartung eines Beschlusses Anrecht auf ein zeitweiliges Aufenthaltssdokument hat.
4. Der Beginn der Beschlussfassungsfrist wird an den Wortlaut der verschiedenen Richtlinien in Bezug auf die legale Migration angepasst. Grundsätzlich setzt die Beschlussfassungsfrist mit der Hinterlegung einer vollständigen Akte ein.
5. Die Möglichkeit wird vorgesehen, über den Zentralen Schalter Informationen auszutauschen und Beschlüsse zu notifizieren.
6. Im Hinblick auf eine Verbesserung der Lesbarkeit wird das Zusammenarbeitsabkommen vom 2. Februar 2018 zwischen dem Föderalstaat, der Wallonischen Region, der Flämischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt und der Deutschsprachigen Gemeinschaft in Bezug auf die Koordinierung der Poli-

tik in Sachen Arbeitserlaubnis mit der Politik in Sachen Aufenthaltsgenehmigung und in Sachen Normen für die Beschäftigung und den Aufenthalt ausländischer Arbeitnehmer ersetzt, umstrukturiert und vereinfacht.

Angesichts der zahlreichen Abänderungen wird es als vorteilhafter erachtet, mit einem neuen Zusammenarbeitsabkommen zu arbeiten.

3. Finanzielle Auswirkungen

Es entstehen keine direkten Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft. Erst die später folgenden Ausführungsabkommen werden Kosten zu Lasten der Deutschsprachigen Gemeinschaft generieren.

TOP 14: Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 18. Dezember 2025 zur Festlegung des Koeffizienten zur Auszahlung der jährlichen pauschalen Zuschüsse 2026 an die Einrichtungen der Erwachsenenbildung

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den Erlass zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 18. Dezember 2025 zur Festlegung des Koeffizienten zur Auszahlung der jährlichen pauschalen Zuschüsse 2026 an die Einrichtungen der Erwachsenenbildung.

Der Minister für Kultur, Sport, Tourismus und Medien wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Am 18. Dezember 2025 verabschiedete die Regierung den Erlass zur Festlegung des Koeffizienten zur Auszahlung der jährlichen pauschalen Zuschüsse 2026 an die Einrichtungen der Erwachsenenbildung.

In Folge der BVA-Reform im Jahr 2018 wurde die Möglichkeit des Abschlusses von Konventionen zwecks Erhalts von Zuschüssen für die strukturelle Förderung umgewandelter BVA-Stellen ermöglicht. Diese unterschiedliche Bezuschussung der Einrichtungen, die ein Resultat der damaligen Regeln zur Beschäftigungsunterstützung war, ist aus Bildungssicht ungerechtfertigt. Die Projekte, die damals bezuschusst wurden, sind teilweise eingestellt worden. Zudem haben verschiedene damalige Mitarbeitende oder deren Nachfolger inzwischen andere Aufgaben übernommen oder die Einrichtungen verlassen.

Die Mittel, die als Zuschüsse für die strukturelle Förderung umgewandelter BVA-Stellen vorgesehen waren, werden gleichermaßen unter den zwölf geförderten Erwachsenenbildungseinrichtungen aufgeteilt. Die im Dekret angegebene Grundpauschale von 78.405,56 EUR wird für jede Einrichtung um 7.511,10 EUR angehoben. Um dies zu erzielen, wird gemäß Artikel 12 des Dekretes zur Förderung der Einrichtungen der Erwachsenenbildung vom 17. November 2008 die in Artikel 10 Absatz 2 erwähnte

Grundpauschale und Zusatzpauschale zur Anpassung an die verfügbaren Haushaltsmittel mit unterschiedlichen Koeffizienten multipliziert.

Durch vorliegenden Erlass legt die Regierung den Koeffizienten für die Grundpauschale auf 1,095798053 fest. Zeitgleich wird der Koeffizient für die Zusatzpauschale von 0,98955993 auf 1 angehoben.

Der Regierungserlass tritt mit Wirkung vom 1. Januar 2026 in Kraft.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Nach Anwendung der beiden o.e. unterschiedlichen Koeffizienten 2026 ergibt das Gesamttotal der jährlichen pauschalen Zuschüsse 2026 Folgendes:

- Untertotal der Grundpausschalen:
 $12 \times 85.916,66 \text{ EUR}$
 $(= 78.405,56 \text{ EUR} \times 1,095798053 (\text{neuer Koeffizient}))$
 $= 1.030.999,92 \text{ EUR}$

- Untertotal der Zusatzpauschalen:
 $5 \times 20.000 \text{ EUR} \times 1 (\text{neuer Koeffizient}) = 100.000 \text{ EUR}$

Gesamttotal:
 $1.030.999,92 + 100.000 = 1.130.999,92 \text{ EUR}$

Nach der Mittelverschiebung vom 12. März 2026 stehen im OB 30 PR 14 ZW 33.21 EUR 1.131.000 EUR zur Verfügung.

TOP 16: Genehmigung des Vereinbarungsprotokolls zwischen der föderalen Regierung und den in den Artikeln 128 und 130 der Verfassung genannten Behörden bezüglich der Vorfinanzierung der Auswirkungen der Notmaßnahmen zur Bekämpfung der Überbelegung der Gefängnisse

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt das Vereinbarungsprotokoll zwischen der föderalen Regierung und den in den Artikeln 128 und 130 der Verfassung genannten Behörden bezüglich der Vorfinanzierung der Auswirkungen der Notmaßnahmen zur Bekämpfung der Überbelegung der Gefängnisse und dessen Unterzeichnung durch die zuständige Ministerin.

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Die Überbelegung der Gefängnisse stellt ein anhaltendes strukturelles Problem des Strafvollzugssystems dar. Als Reaktion darauf erließ der Föderalstaat im Jahr 2025 eine erste Reihe von Notmaßnahmen, die sich unmittelbar auf die Zuständigkeiten des Fachbereichs Justizhaus und Strafvollzug auswirken.

Nach der Verabschiedung neuer föderaler Maßnahmen zur verstärkten Bekämpfung der Überbelegung der Gefängnisse wurden zwischen dem Föderalstaat und den Gemeinschaften Verhandlungen aufgenommen, um das am 28. August 2025 geschlossene Vereinbarungsprotokoll zu überarbeiten und die Modalitäten der Vorfinanzierung der durch diese Maßnahmen entstehenden Mehrkosten anzupassen.

Das Gesetz über zusätzliche Maßnahmen zur Verringerung der Überbelegung der Gefängnisse wurde verabschiedet und am 22. Juli 2026 im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht.

Dieses Gesetz tritt am 1. Oktober 2026 in Kraft. Diese Frist ermöglicht es den Gemeinschaften, in der Zwischenzeit die erforderlichen Vorbereitungen für die Umsetzung der neuen Maßnahmen zu treffen, insbesondere in organisatorischer und digitaler Hinsicht.

Das angepasste Vereinbarungsprotokoll ersetzt das Vereinbarungsprotokoll vom 28. August 2025 und legt weiterhin eine Vorfinanzierung der Gemeinschaften fest, damit diese die ihnen im Rahmen der Notmaßnahmen zur Bekämpfung der Überbelegung der Gefängnisse übertragenen Aufgaben erfüllen können. Diese Vorfinanzierung ist notwendig, da der derzeitige Dotationsmechanismus, der eine dreijährliche Neuberechnung vorsieht, nicht ausreicht, um die Aufgaben zeitnah und qualitativ zu erfüllen. Das Vereinbarungsprotokoll deckt somit die Maßnahmen ab, die sowohl im Gesetz vom 18. Juli 2025 als auch im neuen Gesetz vom 22. Juli 2026 vorgesehen sind.

Das Vereinbarungsprotokoll gilt für Maßnahmen, die zwischen 2025 und 2028 durchgeführt werden, wobei nach den darin festgelegten Modalitäten eine Verlängerung bis zum 30. Juni 2030 möglich ist.

Auf Grundlage einer von den Gemeinschaften und dem FÖD Justiz durchgeführten Folgenabschätzung zu den Auswirkungen der Notmaßnahmen auf die Aufgaben der Gemeinschaften, wurde der Vorfinanzierungsbetrag für den Zeitraum 2025-2028 wie folgt festgelegt:

- Für die Deutschsprachige Gemeinschaft: 108.302,29€ (70.736,16€ für die Notmaßnahmen des Gesetzes vom 18. Juli 2025 und 37.566,13€ für die Notmaßnahmen des Gesetzes vom 22. Juli 2026)
- Für die Flämische Gemeinschaft: 32.246.697,09€ (23.683.646,14€ und 8.563.050,95€)
- Für die Französische Gemeinschaft: 22.614.708,11€ (16.757.479,20€ und 5.857.228,91€)

Das Vereinbarungsprotokoll sieht ferner Mechanismen vor, die eine Anpassung der Vorfinanzierungsbeträge an die tatsächlich vom Föderalstaat getroffenen Entscheidungen und deren Auswirkungen auf die Aufgaben der Gemeinschaften ermöglichen.

Wendet der Föderalstaat den in Art. 98/27/1 § 3 des Gesetzes über die externe Rechtsstellung vorgesehenen Mechanismus an, kann der Betrag der Vorfinanzierung für die Deutschsprachige Gemeinschaft um höchstens 2.169,83€ erhöht werden. Dieser Betrag entspricht zum gegenwärtigen Stand die zusätzlichen Personalkosten für das Jahr 2027.

Ebenso kann der Betrag der Vorfinanzierung für die Deutschsprachige Gemeinschaft um höchstens 7.232,78€, erhöht werden, wenn der Föderalstaat den in Art. 98/27/1 § 4 dieses Gesetzes vorgesehenen Mechanismus anwendet.

Sollte der Föderalstaat zu einem späteren Zeitpunkt beschließen, die Anwendung dieser Kriterien zu ändern, insbesondere in Bezug auf Personen, die wegen Drogendelikten und/oder schwerer Gewalt verurteilt wurden, würden die operativen und finanziellen Folgen dieses Beschlusses im Rahmen der im Vereinbarungsprotokolls vorgesehenen Konsultationsmechanismus, insbesondere im Rahmen der Interministeriellen Konferenz Justizhäuser, geprüft, auch im Falle einer Verlängerung des Vereinbarungsprotokolls bis 2030.

Die Dotation der Gemeinschaften bleibt im Übrigen unverändert und wird durch das Vereinbarungsprotokoll nicht betroffen.

Soweit jedoch während der Geltungsdauer des Vereinbarungsprotokolls infolge der Durchführung der Notmaßnahmen eine Anpassung der Dotation durch Anwendung des „Sicherheitsnetzes“ gemäß Artikel 47/10 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen sowie gemäß Artikel 58 octodécies des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 für die Deutschsprachige Gemeinschaft vorgenommen wird, wird der dieser Anpassung entsprechende Betrag in Höhe des Teils, der den zusätzlichen Aufgaben aus dem Gesetz vom 18. Juli 2025 und dem Gesetz vom 22. Juli 2026 entspricht, von der nächsten jährlichen Schätzung des Haushaltsbedarfs abgezogen.

Mit dieser Bestimmung soll eine Doppelfinanzierung vermieden werden. Gemäß dem Vereinbarungsprotokoll sind die Modalitäten dieses Abzugs, einschließlich der Methode zur Bestimmung des Anteils, der den zusätzlichen Aufgaben im Zusammenhang mit der Überbelegung der Gefängnisse zuzurechnen ist, im Rahmen der Interministeriellen Konferenz Justizhäuser zwischen den Parteien zu konzertieren und zu validieren.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Auf Basis des Vereinbarungsprotokolls erhält die Deutschsprachige Gemeinschaft einen Betrag von 108.302,29€ (70.736,16€ für die Notmaßnahmen des Gesetzes vom 18. Juli 2025 und 37.566,13€ für die Notmaßnahmen des Gesetzes vom 22. Juli 2026), verteilt auf die Haushaltsjahre 2025, 2026, 2027 und 2028. Dieser Betrag deckt die Kosten ab, die für die Deutschsprachige Gemeinschaft in die-

sem Zeitraum entstanden sind und entstehen werden. Somit ist das Vereinbarungsprotokoll haushaltsneutral.

Die geplanten Einnahmen und Ausgaben in Höhe von 37.566,13€ für die Notmaßnahmen des Gesetzes vom 22. Juli 2026 verteilen sich wie folgt auf den Zeitraum 2027-2028:

Gesetz Notmaßnahmen vom 22. Juli 2026	2027	2028
Protokoll mit der FG - Tagessatz pro Akte in Höhe von 16€	6.249,60€	14.582,40€
Finanzielle Unterstützung Häftlinge unter EÜ	2.850,40€	6.650,94€
Personal	2.169,83€	5.062,95€
Total	11.269,83€	26.296,29€

Die tatsächliche Verteilung pro Jahr kann während der Durchführung noch angepasst werden, je nach den konkreten Auswirkungen auf das betreffende Jahr.

TOP 18: Zweite Haushaltsanpassung der Einrichtungen öffentlichen Interesses und der Dienste mit getrennter Geschäftsführung für das Haushaltsjahr 2026

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt die zweite Haushaltsanpassung der Einrichtungen öffentlichen Interesses und der Dienste mit getrennter Geschäftsführung für das Haushaltsjahr 2026 gemäß folgender Aufstellung:

Alle Angaben in 1.000 EUR	2. Anpassung 2026
AHS	
Einnahmen	702
Verpflichtungsermächtigungen	741
Ausgabeermächtigungen	702
Norm Hoher Finanzrat	0
Dotation der Gemeinschaft	531
BRF	
Einnahmen	7.908
Verpflichtungsermächtigungen	7.908
Ausgabeermächtigungen	7.908
Norm Hoher Finanzrat	0
Dotation der Gemeinschaft	6.793
Dotation für Investitionsausgaben	200
IAWM	
Einnahmen	6.944

Alle Angaben in 1.000 EUR	2. Anpassung 2026
Verpflichtungsermächtigungen	7.023
Ausgabeermächtigungen	6.944
Norm Hoher Finanzrat	0
Dotation der Gemeinschaft	6.596
Dotation für Investitionsausgaben	20
KAL	
Einnahmen	1.321
Verpflichtungsermächtigungen	1.321
Ausgabeermächtigungen	1.321
Norm Hoher Finanzrat	0
Dotation der Gemeinschaft	1.219
Dotation für Investitionsausgaben	0
WSR	
Einnahmen	600
Verpflichtungsermächtigungen	609
Ausgabeermächtigungen	609
Norm Hoher Finanzrat	-9
Dotation der Gemeinschaft	593
Dotation für Investitionsausgaben	5
ZKB	
Einnahmen	12.896
Verpflichtungsermächtigungen	12.933
Ausgabeermächtigungen	12.963
Norm Hoher Finanzrat	0
Dotation der Gemeinschaft	11.024
Dotation für Investitionsausgaben	275
DgG ADG	
Einnahmen	3.330
Verpflichtungsermächtigungen	3.430
Ausgabeermächtigungen	3.330
Norm Hoher Finanzrat	0
Dotation der Gemeinschaft	2.193
Dotation für Investitionsausgaben	315
DgG DSL	
Einnahmen	29.480
Verpflichtungsermächtigungen	31.746
Ausgabeermächtigungen	30.595
Norm Hoher Finanzrat	0
Dotation der Gemeinschaft	15.956
Dotation für Investitionsausgaben	1.396

Alle Angaben in 1.000 EUR	2. Anpassung 2026
DgG Gemeinschaftszentren	
Einnahmen	10.399
Verpflichtungsermächtigungen	17.049
Ausgabeermächtigungen	18.989
Norm Hoher Finanzrat	-11.944
Dotation der Gemeinschaft	0
Dotation für Investitionsausgaben	0
DgG Medienzentrum	
Einnahmen	361
Verpflichtungsermächtigungen	361
Ausgabeermächtigungen	361
Norm Hoher Finanzrat	0
Dotation der Gemeinschaft	262
DgG Service und Logistik	
Einnahmen	4.152
Verpflichtungsermächtigungen	4.152
Ausgabeermächtigungen	4.152
Norm Hoher Finanzrat	0
Dotation der Gemeinschaft	1.650
CFA	
Einnahmen	306
Verpflichtungsermächtigungen	306
Ausgabeermächtigungen	306
Norm Hoher Finanzrat	0
Funktionsdotation der Gemeinschaft	162
KAE	
Einnahmen	412
Verpflichtungsermächtigungen	412
Ausgabeermächtigungen	412
Norm Hoher Finanzrat	0
Funktionsdotation der Gemeinschaft	216
KAS	
Einnahmen	364
Verpflichtungsermächtigungen	364
Ausgabeermächtigungen	364
Norm Hoher Finanzrat	0
Funktionsdotation der Gemeinschaft	156
RSI	
Einnahmen	788
Verpflichtungsermächtigungen	813

Alle Angaben in 1.000 EUR	2. Anpassung 2026
Ausgabeermächtigungen	813
Norm Hoher Finanzrat	0
Funktionsdotation der Gemeinschaft	462
ZFP	
Einnahmen	517
Verpflichtungsermächtigungen	537
Ausgabeermächtigungen	537
Norm Hoher Finanzrat	0
Funktionsdotation der Gemeinschaft	266

Der Ministerpräsident wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Siehe Anhang zu den Haushalten nach zweiter Haushaltsanpassung.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Folgende Einrichtung plant für das Haushaltsjahr 2026 mit einem negativen Haushaltsergebnis nach der Norm des Hohen Finanzrates für die zweite Haushaltsanpassung (Zahlen in 1.000 EUR dargestellt):

Haushaltsergebnis Einrichtung	2026
WSR	-9
DgG Gemeinschaftszentren	-11.944

TOP 19: Ursprungshaushalt der Einrichtungen öffentlichen Interesses und der Dienste mit getrennter Geschäftsführung für das Haushaltsjahr 2027

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt die Ursprungshaushalte der Einrichtungen öffentlichen Interesses und der Dienste mit getrennter Geschäftsführung für das Haushaltsjahr 2027 gemäß folgender Aufstellung:

Alle Angaben in 1.000 EUR	Ursprungshaushalt 2027
AHS	
Einnahmen	709
Verpflichtungsermächtigungen	687
Ausgabeermächtigungen	709
Norm Hoher Finanzrat	0
Dotation der Gemeinschaft	542

Alle Angaben in 1.000 EUR	Ursprungshaushalt 2027	Alle Angaben in 1.000 EUR	Ursprungshaushalt 2027
BRF		DgG DSL	
Einnahmen	8.239	Einnahmen	30.652
Verpflichtungsermächtigungen	8.239	Verpflichtungsermächtigungen	32.504
Ausgabeermächtigungen	8.239	Ausgabeermächtigungen	31.840
Norm Hoher Finanzrat	0	Norm Hoher Finanzrat	0
Dotation der Gemeinschaft	7.129	Dotation der Gemeinschaft	16.153
Dotation für Investitionsausgaben	200	Dotation für Investitionsausgaben	1.396
IAWM		DgG Gemeinschaftszentren	
Einnahmen	7.132	Einnahmen	7.269
Verpflichtungsermächtigungen	7.007	Verpflichtungsermächtigungen	65.144
Ausgabeermächtigungen	7.132	Ausgabeermächtigungen	21.972
Norm Hoher Finanzrat	0	Norm Hoher Finanzrat	-14.547
Dotation der Gemeinschaft	6.784	Dotation der Gemeinschaft	0
Dotation für Investitionsausgaben	20	Dotation für Investitionsausgaben	0
KAL		DgG Medienzentrum	
Einnahmen	1.279	Einnahmen	320
Verpflichtungsermächtigungen	1.279	Verpflichtungsermächtigungen	320
Ausgabeermächtigungen	1.279	Ausgabeermächtigungen	320
Norm Hoher Finanzrat	0	Norm Hoher Finanzrat	0
Dotation der Gemeinschaft	1.177	Dotation der Gemeinschaft	262
Dotation für Investitionsausgaben	0		
WSR		DgG Service und Logistik	
Einnahmen	608	Einnahmen	6.821
Verpflichtungsermächtigungen	635	Verpflichtungsermächtigungen	6.821
Ausgabeermächtigungen	635	Ausgabeermächtigungen	6.821
Norm Hoher Finanzrat	-27	Norm Hoher Finanzrat	0
Dotation der Gemeinschaft	598	Dotation der Gemeinschaft	4.319
Dotation für Investitionsausgaben	4		
ZKB		CFA	
Einnahmen	12.224	Einnahmen	305
Verpflichtungsermächtigungen	12.350	Verpflichtungsermächtigungen	305
Ausgabeermächtigungen	12.350	Ausgabeermächtigungen	305
Norm Hoher Finanzrat	0	Norm Hoher Finanzrat	0
Dotation der Gemeinschaft	10.343	Funktionsdotation der Gemeinschaft	165
Dotation für Investitionsausgaben	275		
DgG ADG		KAE	
Einnahmen	3.325	Einnahmen	440
Verpflichtungsermächtigungen	3.335	Verpflichtungsermächtigungen	435
Ausgabeermächtigungen	3.325	Ausgabeermächtigungen	440
Norm Hoher Finanzrat	0	Norm Hoher Finanzrat	0
Dotation der Gemeinschaft	1.936	Funktionsdotation der Gemeinschaft	221
Dotation für Investitionsausgaben	315		
		KAS	
		Einnahmen	267
		Verpflichtungsermächtigungen	267
		Ausgabeermächtigungen	267

Alle Angaben in 1.000 EUR

Ursprungshaushalt

2027

Norm Hoher Finanzrat	0
Funktionsdotation der Gemeinschaft	160

RSI

Einnahmen	753
Verpflichtungsermächtigungen	778
Ausgabeermächtigungen	778
Norm Hoher Finanzrat	0
Funktionsdotation der Gemeinschaft	463

ZFP

Einnahmen	485
Verpflichtungsermächtigungen	505
Ausgabeermächtigungen	505
Norm Hoher Finanzrat	0
Funktionsdotation der Gemeinschaft	272

Der Ministerpräsident wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Siehe Anhang zu den Ursprungshaushalten.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Folgende Einrichtung plant für das Haushaltsjahr 2027 mit einem negativen Haushaltsergebnis nach der Norm des Hohen Finanzrates für den Ursprungshaushalt (Zahlen in 1.000 EUR dargestellt):

Haushaltsergebnis

Einrichtung

2027

WSR	-27
ZKB	-1.000
DgG Gemeinschaftszentren	-14.547

TOP 20: Absichtserklärung „Gemeinsam stärker auf dem Weg in die Beschäftigung“

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt die Absichtserklärung „Gemeinsam stärker auf dem Weg in die Beschäftigung“.

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Hintergrund

Die Zusammenarbeit zwischen dem Arbeitsamt, dem Landesinstitut für Kranken- und Invalidenversicherung (LIKIV) und den Krankenkassen bezüglich der Wiedereingliederung von Langzeitkranken in den Arbeitsmarkt wurde für den Zeitraum 2024-2026 über eine Absichtserklärung, ein Rahmenabkommen, eine Vereinbarungsnote über die operativen Aspekte des Rahmenabkommens sowie eine (jährliche) Finanzierungsnote geregelt.

Auf Grundlage dieser Abkommen wurde im Arbeitsamt die Maßnahme „Zurück ins Arbeitsleben“ geschaffen. Diese Maßnahme verstärkt die Kooperation der regionalen Arbeitsverwaltungen mit dem LIKIV, um krankgeschriebene Personen schneller wieder in den Arbeitsmarkt zu integrieren. Das Arbeitsamt fungiert für das LIKIV als Dienstleister für die sozioberufliche Integration und erhielt dafür vom LIKIV im ersten Jahr (2024) eine Anschubfinanzierung und in den darauffolgenden Jahren eine Pro-Kopf-Pauschale.

Durch das Gesetz vom 19. Dezember 2025 zur Ausführung einer verstärkten Politik in Bezug auf die Rückkehr ins Arbeitsleben bei Arbeitsunfähigkeit hat der Föderalstaat eine gesetzliche Grundlage geschaffen, die Bezieher von Krankengeld, die sich nicht mehr in einem Arbeitsverhältnis befinden, unter bestimmten Bedingungen dazu verpflichtet, an einem Projekt zur sozialberuflichen Integration teilzunehmen. Die Krankenkassen prüfen von nun an regelmäßig, ob ein Beschäftigungspotenzial vorliegt. Trifft dies zu, sind diese Personen dazu verpflichtet:

- sich innerhalb von vierzehn Tagen nach der Zuweisung durch die Krankenkasse beim Arbeitsamt einzutragen;
- der Einladung des Arbeitsberaters zu einem Gespräch im Rahmen seiner sozialberuflichen Wiedereingliederung nachzukommen.

In der Folge soll ab dem Jahr 2027 die Zusammenarbeit zwischen dem LIKIV, den Krankenkassen und dem Arbeitsamt entsprechend angepasst und die diesbezüglichen Abkommen aktualisiert werden.

Absichtserklärung, Rahmenabkommen und Finanzierungsnote

Die vorliegende Absichtserklärung bildet die Grundlage für ein aktualisiertes Rahmenabkommen zwischen dem Föderalstaat und der Deutschsprachigen Gemeinschaft. Es legt die gemeinsame Vision und die gemeinsamen Ziele fest und stützt sich auf vier Säulen:

1. Eine umfassendere und schnellere Vermittlung von Personen, die als arbeits-unfähig anerkannt sind und über ein Beschäftigungspotenzial verfügen, an das Arbeitsamt und seine Partnerorganisationen;

2. Eine angemessene und ergebnisorientierte Begleitung unter Einbeziehung der als arbeitsunfähig anerkannten Person;
3. Ein optimierter Datenaustausch zwischen den beteiligten Behörden;
4. Die Vereinfachung der (Verwaltungs-)Prozesse, um Hindernisse zu beseitigen.

Gleichzeitig skizziert diese Absichtserklärung die Grundzüge der späteren Umsetzung der Zusammenarbeit zwischen den betroffenen Verwaltungen, die im Rahmenabkommen konkretisiert wird.

Das Rahmenabkommen wird unter anderem Bestimmungen zum erforderlichen Datenaustausch sowie zur Definition der Zielgruppe enthalten.

Der Finanzierungsmechanismus bzgl. der Mittel, die der Föderalstaat dem Arbeitsamt zur Verfügung stellt, wird in einer Finanzierungsnote detailliert festgehalten.

Grundprinzipien der Absichtserklärung

Die Absichtserklärung ist nach den folgenden Grundsätzen ausgerichtet:

1. Die Umsetzung eines ehrgeizigen Wachstumskurses, indem Menschen erreicht werden, die als arbeitsunfähig eingestuft sind, aber über ein Beschäftigungspotenzial verfügen. Bis 2029 sollen pro Jahr mindestens 80 Begleitungen im Rahmen des Eingliederungswegs „Zurück ins Arbeitsleben“ begonnen werden.
2. Der Übergang zu einer stärker ergebnisorientierten Finanzierung des Arbeitsamtes durch das LIKIV.
3. Der gemeinsame Wille, eine reibungslose Beratung und einen schnellen Start der „Zurück ins Arbeitsleben“-Programme zu gewährleisten.

Inhalte der Absichtserklärung

Die Absichtserklärung behandelt insbesondere die folgenden Themenbereiche:

- die Orientierung zum Arbeitsamt;
- die Grundprinzipien der Finanzierung;
- die Definitionen der wichtigsten Begriffe;
- die Rollen und Verpflichtungen der verschiedenen betroffenen Einrichtungen;
- der Rahmen für die Planung und die Überwachung.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es gibt keine finanziellen Auswirkungen für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

Die Finanzierungsmodalitäten werden in einer Finanzierungsnote festgehalten.



Mitteilung vom 06.10.2026

Résultats de l'adjudication de certificats de Trésorerie du 06 octobre 2026

L'Agence fédérale de la Dette communique qu'elle a accepté les offres à l'adjudication de certificats de Trésorerie de ce jour pour un montant total de EUR 3.007 milliards. Ce montant est réparti sur les lignes de la façon suivante :

ISIN Code : BE0312820922 - 14/01/2027
Montant accepté (EUR milliards) : 1.002
Rend. moyen pondéré: 2.657%
Bid-to-cover ratio : 2.05

ISIN Code : BE0312823959 - 08/04/2027
Montant accepté (EUR milliards) : 1.003
Rend. moyen pondéré: 2.846%
Bid-to-cover ratio : 1.64

ISIN Code : BE0312828032 - 09/09/2027
Montant accepté (EUR milliards) : 1.002
Rend. moyen pondéré: 3.092%
Bid-to-cover ratio : 1.68

Pour plus de détails, voir les pages Refinitiv BELG/TC ou Bloomberg BEDA - TC Auctions - Results.

Présentation du rapport annuel sur la coopération internationale belge au Parlement fédéral : la coopération internationale porte ses fruits pour les pays partenaires et pour la Belgique

Le SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement présente aujourd'hui au Parlement fédéral le rapport annuel 2025 sur la coopération internationale belge. Ce rapport annuel offre un aperçu des résultats obtenus par la Belgique en collaboration avec ses partenaires à travers le monde et montre comment la coopération internationale contribue à accroître la prospérité, la sécurité et la stabilité, tant au niveau international qu'en Belgique. Enabel et la Société belge d'Investissement pour les Pays en Développement (BIO) présenteront également leurs rapports annuels.

Mitteilung vom 05.10.2026

Semaine du commerce équitable : plus de 150 activités pour découvrir la diversité des produits

À l'occasion de la Semaine du commerce équitable, qui a lieu du 7 au 17 octobre, le baromètre d'Enabel révèle un consommateur belge préoccupé par le pouvoir d'achat mais aussi la santé et, de plus en plus, le climat. Avec 150 activités organisées dans tout le pays, cette édition entend montrer

que le commerce équitable, du café aux textiles en passant par les smartphones ou les cosmétiques, répond déjà à ces enjeux.

Enabel et Odoo unissent leurs forces pour faire progresser la transformation numérique au sein de la coopération internationale

Enabel, l'agence belge de coopération internationale, et Odoo, une solution logicielle globale open source de gestion d'entreprise, ont signé un accord de partenariat de cinq ans portant sur la mise en œuvre et l'utilisation de la plateforme Odoo dans l'ensemble des activités d'Enabel. Cet accord a été signé par Jean Van Wetter, Directeur général d'Enabel, et Fabien Pinckaers, CEO et fondateur d'Odoo.

« Jusqu'au jour où c'est ta photo qui tourne » : une campagne d'affichage sur les violences sexuelles numériques

Bruxelles, le 5 octobre 2026 — L'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes lance une campagne d'information sur les violences sexuelles numériques. Celles-ci comprennent notamment la diffusion non consentie d'images à caractère sexuel, mais aussi la sextorsion et les deepnudes. La campagne vise à sensibiliser le public, à encourager les victimes et les témoins à signaler les faits à l'Institut et à orienter les victimes vers l'aide appropriée.

Mitteilung vom 02.10.2026

Conseil des ministres du 2 octobre 2026

Le Conseil des ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi le vendredi 2 octobre 2026, sous la présidence du Premier ministre Bart De Wever.

Le Conseil des ministres a pris les décisions suivantes :

Prolongation de l'exploitation de la maison de transition de Gentbrugge

Sur proposition de la ministre de la Justice Anne-lies Verlinden, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal qui prévoit la prolongation pour trois ans de l'exploitation et du financement de la maison de transition de Gentbrugge.

Octroi de dotations diverses aux communes et aux zones de police pluricommunales

Sur proposition du ministre de la Sécurité et de l'Intérieur Bernard Quintin, le Conseil des ministres a approuvé sept projets d'arrêté royal portant diverses dotations pour les communes et les zones de police pluricommunales.

Subvention destinée aux frais de fusion des zones de police

Sur proposition du ministre de la Sécurité et de l'Intérieur Bernard Quintin, le Conseil des ministres

a approuvé un projet d'arrêté royal fixant un cadre réglementaire pour la subvention destinée aux frais de fusion des zones de police.

Modalités d'octroi des subsides pour le régime de fin de carrière des membres de la police locale

Sur proposition du ministre de la Sécurité et de l'Intérieur Bernard Quintin, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal portant sur les modalités d'octroi des subsides pour soutenir le régime de fin de carrière des membres du personnel du cadre opérationnel de la police locale pour l'année 2026.

Marché public pour la Police intégrée

Sur proposition du ministre de la Sécurité et de l'Intérieur Bernard Quintin, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation d'un marché public pour la Police intégrée, structurée à deux niveaux.

Marché public pour la Défense

Sur proposition du ministre de la Défense Theo Francken, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation d'un marché public pour la Défense.

Défense : modifications relatives à l'assistance en justice des militaires

Sur proposition du ministre de la Défense Theo Francken, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi portant diverses modifications à la loi du 20 mai 1994 relative aux statuts du personnel de la Défense.

Convention de transport entre Infrabel et la SNCB concernant les marchés publics de services 2026-2030

Sur proposition du ministre de la Mobilité Jean-Luc Crucke, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal relatif à la convention de transport entre Infrabel et la SNCB concernant les marchés publics de services pour la période 2026-2030.

État des lieux des plans stratégiques des services publics

Sur proposition du ministre du Budget Vincent Van Peteghem et de la ministre de la Fonction publique Vanessa Matz, le Conseil des ministres a pris acte de l'état des lieux des plans stratégiques signés des services publics.

Prolongation du contrat de location de la maison de détention de Courtrai

Sur proposition de la ministre chargée de la Gestion immobilière de l'État Vanessa Matz, le Conseil

des ministres a marqué son accord sur la conclusion d'un nouveau bail pour la maison de détention de Courtrai.

Fixation du budget de fonctionnement du service de médiation pour l'énergie

Sur proposition du ministre de l'Énergie Mathieu Bihet, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal fixant le montant destiné au financement des frais de fonctionnement pour l'année 2027 du service de médiation pour l'énergie.

Modifications à la procédure d'examen des demandes de brevet

Sur proposition du ministre de l'Économie David Clarinval, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi visant à lutter contre la réutilisation illégale des demandes de brevet.

Exclusion de la commission paritaire pour le nettoyage du champ d'application des flexi-jobs

Sur proposition du ministre du Travail David Clarinval et du ministre des Affaires sociales Frank Vandenbroucke, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal portant exclusion de la commission paritaire pour le nettoyage du champ d'application des flexi-jobs.

Politique de retour au travail : mise en œuvre de la quatrième vague de réformes

Sur proposition du ministre des Affaires sociales Frank Vandenbroucke, le Conseil des ministres a approuvé en troisième lecture un avant-projet de loi exécutant la quatrième vague de réformes dans le cadre de la politique renforcée de retour au travail en cas d'incapacité de travail. En outre, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal et a pris connaissance de trois autres projets d'arrêté royal.

Plafonnement de l'indexation : modifications de l'assurance indemnités et de l'assurance maternité

Sur proposition du ministre des Affaires sociales Frank Vandenbroucke, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal apportant quelques modifications en matière d'assurance indemnités et d'assurance maternité des travailleurs salariés, dans le cadre du plafonnement de l'indexation (« centenindex »).

Transposition de la directive IMERA relative à la puissance sonore du matériel utilisé à l'extérieur

Le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal portant transposition partielle de la directive européenne 2024/2749, connue sous le nom de directive IMERA.

Fixation des spécifications techniques des bâtiments pour faciliter la connexion à la fibre optique

Sur proposition de la ministre chargée du Numérique Vanessa Matz, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal déterminant les spécifications techniques relatives à l'infrastructure intérieure des bâtiments, afin de faciliter la connexion à la fibre optique.

Modifications afin de faciliter le contrôle de l'interdiction de cumul des subsides du mécanisme de rémunération de la capacité

Sur proposition du ministre de l'Énergie Mathieu Bihet, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal visant à faciliter le contrôle de l'interdiction de cumul des subsides dans le cadre du mécanisme de rémunération de la capacité. Ces modifications participent à la simplification du mécanisme.

Assentiment à la modification d'une convention internationale

Sur proposition du ministre des Affaires étrangères Maxime Prévot, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi portant modification d'une convention internationale.

Kein Zugang für Cyberkriminelle: ZCB veranstaltet den „Tag der geschlossenen Unternehmen“

Am 5. Oktober, dem Tag nach dem „Tag der offenen Unternehmen“, ruft das Zentrum für Cybersicherheit Belgien dazu auf, die Türen von Organisationen und Unternehmen wieder zu schließen. Nicht für die breite Öffentlichkeit, sondern für Cyberkriminelle. Mit dem „Tag der geschlossenen Unternehmen“ wird der Online-Sicherheit für Unternehmen besondere Aufmerksamkeit gewidmet. Und das ist unerlässlich.

Mitteilung vom 01.10.2026

Ecart salarial : 6,6% en attendant la transparence salariale

Bruxelles, le 1er octobre 2026 — L'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes publie une mise à jour des chiffres relatifs à l'écart salarial. En Belgique, celui-ci diminue légèrement pour atteindre 6,6 %. Ce chiffre tient compte de la différence entre la durée moyenne de travail des femmes et celle des hommes. Sans cette correction, l'écart salarial s'élève à 19,0 %. Autrement dit, sur une base annuelle, une femme gagne près d'un cinquième de moins qu'un homme. Dans le secteur privé, l'écart salarial corrigé atteint 9,7 % contre 23,7 % sans correction pour la durée de travail.

Risques climatiques : une nouvelle étude identifie les leviers fédéraux pour renforcer la résilience climatique de la Belgique

Comment la Belgique peut-elle mieux s'adapter aux conséquences du dérèglement climatique ? Une nouvelle étude, réalisée à la demande du Service Changements climatiques du SPF Santé publique, identifie différentes mesures que le niveau fédéral peut prendre pour renforcer la résilience de notre pays. L'analyse se concentre sur des risques tels que les vagues de chaleur, les inondations, la pression exercée sur les soins de santé et l'aggravation de la vulnérabilité sociale. Elle constitue une contribution importante à l'élaboration du futur Plan fédéral d'adaptation.

Mitteilung vom 30.09.2026

Phishing im Namen der Steuerlichen Schlichtungsstelle

Der FÖD Finanzen stellt fest, dass eine Phishing-Nachricht im Namen der Steuerlichen Schlichtungsstelle des FÖD Finanzen verbreitet wurde. Die Nachricht wurde über ein externes betrügerisches E-Mail-Konto versendet, das nicht mit dem FÖD Finanzen verbunden ist.

Conseil supérieur de l'emploi : État des lieux du marché du travail en Belgique et dans les régions

Le Conseil supérieur de l'emploi (CSE), qui réunit des experts du marché du travail issus des autorités fédérales, des Régions et du monde universitaire, publie aujourd'hui son État des lieux du marché du travail en Belgique et dans les régions. Ce rapport dresse le bilan des évolutions récentes du marché du travail.

« Dès le premier instant » : une nouvelle campagne pour soutenir l'allaitement maternel

À l'occasion de la Semaine mondiale de l'allaitement maternel, du 1er au 7 octobre, le SPF Santé publique et le Comité fédéral de l'allaitement maternel (CFAM) lancent une nouvelle campagne de sensibilisation avec le slogan : « Dès le premier instant ».



Belgische Nationalbank

Netto-Auslandsvermögen erreicht Rekord-Hoch

5 Okt 2026 - 11:00

Das Netto-Auslandsvermögen steigt im zweiten Quartal 2026 auf einen Rekordwert von 391 Milliarden

den Euro; das entspricht 60 % des BIP. Dieser Anstieg ist auf positive Bewertungseffekte aufgrund von Preisänderungen zurückzuführen.

... [weiter lesen](#) (fr)



Vlaamse Regering

Ministerraad via elektronische procedure van 01 oktober 2026

- Verplicht cameratoezicht in slachthuizen
- Uitvoering decreet over het stelsel van Loopbaankrediet
- Voorontwerp van verzameldecreet Werk
- Omzetting Europese Richtlijn Industriële Emissies (RIE): wijziging diverse milieubesluiten
- Wijziging milieubesluiten met oog op implementatie Europese regelgeving over luchtkwaliteit
- Vlaams Verwerkingscentrum snelheidsovertredingen: toevoeging rechtsgrond verwerking persoonsgegevens bij verkeersboetes
- Indeling frequentiepakketten voor de netwerk-radio-omroeporganisaties per type: wijzigingsbelsuit
- Mededelingen

Ministerraad van 25 september 2026

- Wijziging regelgeving over dierenwelzijn: afstemming op Vlaamse Codex Dierenwelzijn
- Samenwerkingsakkoord wegenvignet: voorontwerp van instemmingsdecreet
- Afsluiting vereffening Opera voor Vlaanderen (OVV) en vzw Vlaamse Operaorganisatie (VLOO)
- Nieuwe opleidingsprofielen volwassenenonderwijs: wijzigingsbesluit
- Definitieve vaststelling GRUP 'Regionaalstedelijk gebied Mechelen, Herneming deelgebied Maenhoevevelden'
- Crisissteun landbouwers
- Subsidiëren van een lokaal sportbeleid
- Toegankelijkheidsvoorschriften voor interactieve zelfbedieningsterminals van vervoersdiensten
- Voorontwerp van decreet tot verduidelijking van artikel 153, § 1, tweede lid, 2° van het decreet over radio-omroep en televisie: (sport)evenementenregeling
- Licentie televisieomroepnetwerk en bijbehorende zendvergunningen
- Vaststelling digitaal landelijk en lokaal frequentieplan radio-omroeporganisaties

- Particuliere radio-omroeporganisaties: voorwaarden erkenning en toekenning zendvergunningen
 - Mededelingen
-

Belgisches Staatsblatt



N. 222 vom 02. Oktober 2026 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
16. Juli 2026 - **Erlass der Regierung zur Schließung der Sitzungsperiode 2025-2026 des Parlamentes der Deutschsprachigen Gemeinschaft**, S. [52773](#).

N. 224 vom 06. Oktober 2026 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
17. September 2026 - **Erlass der Regierung zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1971 zur Festlegung der Bedingungen und des Verfahrens zwecks Zuerkennung der Gleichwertigkeit ausländischer Diplome und Studienzeugnisse**, S. [53133](#).

Deutsche Übersetzungen

N. 221 vom 01. Oktober 2026

Föderaler Öffentlicher Dienst Finanzen
15. Dezember 2024 - **Königlicher Erlass Nr. 19 über die Regelung der Befreiung von der Mehrwertsteuer zugunsten von Kleinunternehmen** - Deutsche Übersetzung, S. [52587](#).

N. 224 vom 06. Oktober 2026

Föderaler Öffentlicher Dienst Justiz
15. Juli 2026 - **Königlicher Erlass über die in Artikel 555/9 Nr. 2 des Gerichtsgesetzbuches erwähnten Weiterbildungen der gerichtlichen Sachverständigen und der vereidigten Übersetzer, Dolmetscher und Übersetzer-Dolmetscher** - Deutsche Übersetzung, S. [53124](#).

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2026/006692]

16. JULI 2026 — Erlass der Regierung zur Schließung der Sitzungsperiode 2025-2026 des Parlamentes der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,
 Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 32 § 3;
 Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 44 Absatz 1;
 Auf Vorschlag des Ministerpräsidenten;
 Nach Beratung,
 Beschließt:

Artikel 1 - Die Sitzungsperiode 2025-2026 des Parlamentes der Deutschsprachigen Gemeinschaft wird geschlossen.

Art. 2 - Vorliegender Erlass tritt am 13. September 2026 um 23 Uhr in Kraft.

Art. 3 - Der Ministerpräsident ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 16. Juli 2026

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden
 Raumordnung und Finanzen
 O. PAASCH

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2026/007169]

17. SEPTEMBER 2026 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1971 zur Festlegung der Bedingungen und des Verfahrens zwecks Zuerkennung der Gleichwertigkeit ausländischer Diplome und Studienzeugnisse

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,
 Aufgrund des Gesetzes vom 19. März 1971 über die Gleichstellung ausländischer Diplome und Nachweise, Artikel 1;
 Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1971 zur Festlegung der Bedingungen und des Verfahrens zwecks Zuerkennung der Gleichwertigkeit ausländischer Diplome und Studienzeugnisse;
 Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors vom 9. September 2026;
 Aufgrund des Einverständnisses des Ministerpräsidenten, zuständig für den Haushalt, vom 11. September 2026;
 Aufgrund der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973, Artikel 3 § 1;
 Aufgrund der Dringlichkeit;
 In der Erwägung, dass die Dringlichkeit dadurch begründet ist, dass die vorliegende Maßnahme eine Umsetzung von Artikel 17 (8) der Richtlinie (EU) 2024/1346 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. Mai 2024 zur Festlegung von Normen für die Aufnahme von Personen, die internationalen Schutz beantragen, darstellt; dass die Umsetzung dieser Richtlinie zum 12. Juni 2026 zu erfolgen hatte und somit die notwendigen Umsetzungsmaßnahmen zur Vermeidung eines Vertragsverletzungsverfahrens schnellstmöglich in Kraft treten müssen, sodass die Verabschiedung des vorliegenden Erlasses keinen Aufschub mehr duldet;
 Auf Vorschlag des für das Unterrichtswesen zuständigen Ministers;
 Nach Beratung,
 Beschließt:

Artikel 1 - Vorliegender Erlass dient der teilweisen Umsetzung der Richtlinie (EU) 2024/1346 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. Mai 2024 zur Festlegung von Normen für die Aufnahme von Personen, die internationalen Schutz beantragen.

Art. 2 - In den Königlichen Erlass vom 20. Juli 1971 zur Festlegung der Bedingungen und des Verfahrens zwecks Zuerkennung der Gleichwertigkeit ausländischer Diplome und Studienzeugnisse, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 25. Oktober 2010, wird folgender Artikel 2.1 eingefügt:

„Art. 2.1 - Für Asylbewerber, Flüchtlinge, Personen mit subsidiärem Schutzstatus und Personen in einer vergleichbaren Situation im Sinne von Artikel VII des Übereinkommens des Europarats und der UNESCO über die Anerkennung von Qualifikationen im Hochschulbereich in der europäischen Region, geschehen zu Lissabon am 11. April 1997, die nicht in der Lage sind, alle Unterlagen und Informationen einzureichen oder diese in ihrem Herkunftsland anzufordern, bietet die Gleichstellungsbehörde ein flexibles, maßgeschneidertes Verfahren zur Anerkennung der vollständigen Gleichstellung ausländischer Abschlüsse und der Gleichstellung des Bildungsniveaus an.“

Die Gleichstellungsbehörde kann Sachverständige um eine Stellungnahme zu dem ausländischen Abschluss bitten, und zwar auf der Grundlage eines Gesprächs mit Asylbewerbern, Flüchtlingen, Personen mit subsidiärem Schutzstatus und Personen in einer vergleichbaren Situation im Sinne von Artikel VII desselben Übereinkommens.“

Art. 3 - Vorliegender Erlass tritt am Tag seiner Verabschiedung in Kraft.

Art. 4 - Der für das Unterrichtswesen zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 17. September 2026

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen
O. PAASCH

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung
J. FRANSEN

Quellenverzeichnis

PARLAMENTE

Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- pdg.be

Abgeordnetenkommission

- lachambre.be

Senat

- senate.be

Parlament Wallonie

- parlement-wallonie.be

Vlaams Parlement

- vlaamsparlement.be

Parlement Fédération Wallonie-Bruxelles

- pfbw.be

Parlement Bruxellois (PRB) & Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCCC)

- parlement.brussels

Parlement francophone Bruxellois

- parlementfrancophone.brussels

Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie

- raadvgc.be

REGIERUNGEN

Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- ostbelgienlive.be

Föderalregierung

- news.belgium.be

Belgische Nationalbank

- nbb.be/de

Vlaamse Regering

- beslissingenvlaamse-regering.vlaanderen.be

Gouvernement de Wallonie

- wallonie.be/fr

Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

- gouvernement.cfwb.be

EUROPA UND REGIONALPOLITIK

Europäische Union

- consilium.europa.eu/de/european-council
- commission.europa.eu/index_de
- europarl.europa.eu/portal/de
- secure.ipex.eu/IPEXL-WEB

Europäischer Rechnungshof

- eca.europa.eu/de

Europäischer Ausschuss der Regionen (AdR)

- cor.europa.eu/de

Europarat - Kongress der Gemeinden und Regionen Europas

- coe.int/en/web/congress/home

Benelux-Parlament

- beneluxparl.eu/fr

Großregion – Gipfel und IPR

- grossregion.net
- cpi-ipr.eu

EVTZ Euregio Maas-Rhein

- euregio-mr.info/de

CALRE - Konferenz der gesetzgebenden Versammlungen der Regionen Europas

- calrenet.eu

AGEG - Arbeitsgemeinschaft Europäischer Grenzregionen

- aebr.eu

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

- const-court.be/de

BELGISCHES STAATSBLETT

- ejustice.just.fgov.be